



Rapport annuel
2005

05



le gouvernement
du grand-duché de luxembourg
Ministère du Travail et de l'Emploi



SOMMAIRE**INTRODUCTION****1. L'INSPECTION DU TRAVAIL ET DES MINES :
UN ORGANISME EN PLEINE MUTATION**

- 1.1 Objectifs et missions
- 1.2 Structure
- 1.3 Le personnel de l'Inspection
- 1.4 Plan d'action relatif à l'instauration
d'un système intégré d'inspection du travail
- 1.5 Collaborations

**2. STATISTIQUES LIÉES À L'ACTIVITÉ DE L'INSPECTION
DU TRAVAIL ET DES MINES**

- 2.1 Nombre d'entreprises par branche
- 2.2. Liste des principales entreprises et des employeurs publics
- 2.3 Statistiques des accidents du travail et des maladies professionnelles
- 2.4 Conventions collectives de travail
- 2.5 Congé collectif
- 2.6. Plans d'organisation du travail (P.O.T.)

3. APERÇU DES ACTIVITÉS ET INITIATIVES EN 2005

- 3.1 Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne
- 3.2 Visites de contrôle et d'inspection routinières
- 3.3 Développement de la législation et de la réglementation
- 3.4 Activités de la division "Procédés chimiques et substances dangereuses"
- 3.5 Activités de la division "Mécanique et équipements de travail"
- 3.6 Activités du service des établissements classés
- 3.7 Activités liées à la loi sur le détachement de travailleurs

4. ANNEXES

RAPPORT ANNUEL 2005

2005



INTRODUCTION

LA NÉCESSITÉ D'UN SYSTÈME INTÉGRÉ D'INSPECTION DU TRAVAIL

1. La dimension sociale : un facteur d'excellence

La réalité socio-économique que nous observons dans nos pays européens n'est pas représentative de la situation à l'échelle planétaire. Dans bien des cas ce que nous considérons comme étant la norme est, sous l'angle de vue globale, l'exception (telle l'utilisation des moyens de communication). Le développement économique a entraîné des changements culturels profonds. Les valeurs humaines traditionnelles telles que la solidarité, le respect d'autrui, la coopération, ... qui étaient le fondement de ce que l'on appelle les sociétés "traditionnelles" ont fait place, dans nos sociétés dites modernes, à une culture où la recherche du profit individuel et la compétition sont la règle avec leurs corollaires: un mode de vie stressant, la criminalité, les disparités sociales, le repli sur soi,... Or, si l'on observe les entreprises ayant instauré une politique de l'excellence, on constate que des valeurs traditionnelles telles que la coopération, le travail en équipe, l'éthique, la responsabilité sociale,... entrent en ligne de compte. Ceci tend à démontrer que la prise en compte de la dimension sociale est un facteur de succès.

La stratégie de Lisbonne élaborée en 2000 avec en point de mire l'élargissement de l'Union européenne à ses 27 membres à partir de 2007 et le projet de constitution européenne soumis actuellement à la ratification des pays

membres, avec en particulier le projet de directive sur la libéralisation des services, donnent un cadre nouveau et génèrent des craintes induites par la prédominance de la dimension économique au détriment des aspects humains. Il faut reconnaître que l'impact des changements sociétaux évoqués dans la stratégie de Lisbonne ont été sous-estimés; notamment si l'on considère la vitesse à laquelle des phénomènes tels que la diversification des formes de travail, des types de contrats et les risques émergents sont apparus.

Dans la stratégie en matière de santé et de sécurité au travail de la commission 2002-2006, il est, d'une part question de culture de la prévention des accidents et de coopération internationale, mais aussi, d'autre part, de "compétitivité", et ce dans le contexte de l'efficacité des acteurs concernés. De plus, il est regrettable que les facteurs non mesurables économiquement ne soient pas pleinement pris en considération.

2. La performance des services publics

La banque centrale européenne (BCE) a mené, en 2000, une étude comparative sur l'efficacité des services publics dans les pays membres de l'UE (tableau 1) ainsi qu'en Australie, aux Etats-Unis et au Japon. La terminologie économique utilisée dans cette étude est inhabituelle aux administrations publiques mais elle s'inscrit dans le débat sur la privatisation de certains services publics. Les services

gérés par le secteur privé sont souvent considérés comme étant moins chers et plus efficaces d'où l'intérêt de mesurer en termes économiques l'efficacité des services publics.

L'étude de la BCE montre que la situation est très variable d'un état à l'autre. Le budget de l'Etat aux Etats-Unis, par exemple, représente 34,5% du PIB alors qu'en Suède, il est de 63,5%. En fonction de l'importance des services publics (petite, moyenne ou grande), l'étude fait une distinction entre les pays où les dépenses publiques se situent en dessous de 40 %, entre 40 et 50% et au-dessus de 50% du PIB. En 2000, le budget de l'état luxembourgeois s'élevait à 44% du PIB; ce qui place le Luxembourg sous la moyenne de l'ensemble des pays.

D'un point de vue économique, la performance ou rentabilité des services publics est mesurée en fonction de leur capacité à offrir un maximum de services au coût le plus bas. Il en ressort que, d'une manière générale, les pays où les services publics sont les plus réduits sont aussi ceux dont les administrations sont les plus rentables. Cependant, les différences d'un pays à l'autre sont importantes. Le Luxembourg se classe à la 11ème place de la liste des 23 pays. On remarque cependant que les pays qui n'ont pas une culture de services sociaux très développée, tels que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon se situent en tête de la liste.

En ce qui concerne l'efficacité des services publics (tableau 2), l'étude classe clairement le Luxembourg à la première place, devant le Japon. Le fait que la taille des services publics au Luxembourg ne soit pas très grande ne signifie pas que les services publics sont gérés avec moins d'efficacité. Ce qui vient contredire le constat général. Le cas du Luxembourg est, en fait, selon cette étude internationale, une exception.

Le Luxembourg se situe aussi à la 5ème place (tableau 3), lorsque, dans l'étude comparative, il est question du coût à payer par les citoyens pour ces services (par ordre décroissant du coût). Si l'on s'en tient exclusivement aux pays européens, le Luxembourg, figure à la 2ème place.

3. Vers un système intégré

Dans le secteur privé, la recherche de la performance passe par l'instauration d'un système intégré de gestion de l'entreprise. Pour illustrer ce point, on peut citer en exemple l'entreprise Dupont De Nemours installée au Luxembourg. Cette entreprise vient d'opter pour un système de gestion qui prévoit de mettre sur un plan d'égalité des dimensions aussi diverses que la main d'œuvre, la qualité, les coûts, la technologie, la santé, la sécurité au travail, l'environnement et, depuis l'année dernière, l'éthique. Pour sa part, l'Inspection du travail au Luxembourg se charge, d'une part, des aspects santé et sécurité au travail et des

maladies professionnelles et d'autre part, du volet social du travail (salaires, temps de travail, conventions collectives,...). La plupart des Directions générales du travail en Europe vont même plus loin que les conventions de l'OIT et intègrent les "soft laws" ou accords volontaires dans l'ensemble de la politique du travail. Ainsi, on peut représenter sous la forme d'une pyramide (tableau 4), le système de gestion intégré de l'Inspection du travail (SIIT). En haut de la pyramide figurent les constitutions et conventions nationales et/ou européennes dans lesquelles se retrouvent les exigences de paix sociale, de sécurité sociale et de santé publique. Ces textes de base fournissent le cadre juridique et institutionnel de l'ensemble des missions des inspections.

Au deuxième niveau figure l'idée de tripartisme. C'est à ce niveau qu'est effectuée l'analyse de la situation et que sont fixées, sur base des analyses, les priorités sur le plan politique. Cette action doit se faire tant sur le plan national qu'au niveau européen où chacun devrait fournir sa contribution. Les autorités compétentes disposant du pouvoir de police se situent au 3ème niveau. Elles ont, par exemple, le pouvoir d'ordonner la suspension des activités d'une entreprise.

La base de la pyramide (tableau 5) représente la partie opérationnelle: les inspecteurs, les experts en sécurité et santé au travail, les représentants du personnel, les médecins du travail, etc...

Ces 'acteurs du terrain' mettent en œuvre les stratégies dictées par le haut de la pyramide et mesurent les effets de cette stratégie.

Paul Weber
Directeur

Public sector efficiency

| Staatsausgaben in % des BIP | | Öffentlicher Sektor / Ranking | |
|--------------------------------|-------|-------------------------------|--------------------|
| | | Leistung | Wirtschaftlichkeit |
| 1 USA | 34,5% | 1 Luxemburg | 1,21 |
| 2 Japan | 34,0% | 2 Japan | 1,18 |
| 3 Australien | 36,7% | 3 Österreich | 1,12 |
| 4 Irland | 37,7% | 4 Niederlande | 1,11 |
| 5 Schweiz | 38,2% | 5 Schweiz | 1,07 |
| 6 Großbritannien | 40,5% | 6 Dänemark | 1,06 |
| 7 Island | 41,2% | 7 Island | 1,05 |
| 8 Neuseeland | 41,7% | 8 Australien | 1,04 |
| 9 Spanien | 43,4% | 9 Schweden | 1,04 |
| 10 Portugal | 43,7% | 10 Island | 1,03 |
| 11 Luxemburg | 44,0% | 11 USA | 1,02 |
| 12 Kanada | 45,9% | 12 Österreich | 1,02 |
| 13 Griechenland | 47,3% | 13 Finnland | 1,01 |
| 14 Frankreich | 48,2% | 14 Deutschland | 0,99 |
| 15 Norwegen | 49,3% | 15 Norwegen | 0,95 |
| 16 Niederlande | 50,1% | 16 Belgien | 0,95 |
| 17 Italien | 52,2% | 17 Neuseeland | 0,93 |
| 18 Belgien | 52,5% | 18 Frankreich | 0,93 |
| 19 Frankreich | 53,8% | 19 Großbritannien | 0,91 |
| 20 Österreich | 53,8% | 20 Spanien | 0,89 |
| 21 Island | 58,9% | 21 Italien | 0,89 |
| 22 Dänemark | 58,3% | 22 Portugal | 0,80 |
| 23 Österreich | 59,2% | 23 Deutschland | 0,79 |
| | | EU-15 | 0,94 |
| | | EU-15 | 0,94 |

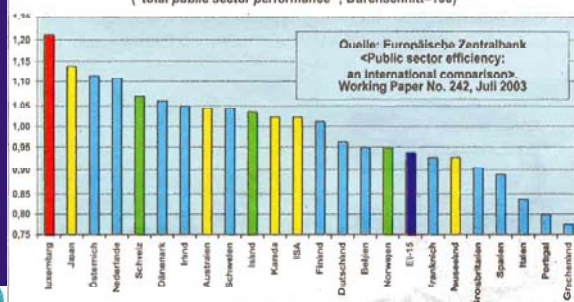
Quelle: ECB: «Public sector efficiency...» (working paper 242) 7/2003

FADSEN: «Maastricht criteria: a simple way to assess public sector efficiency...»

EZB 2003

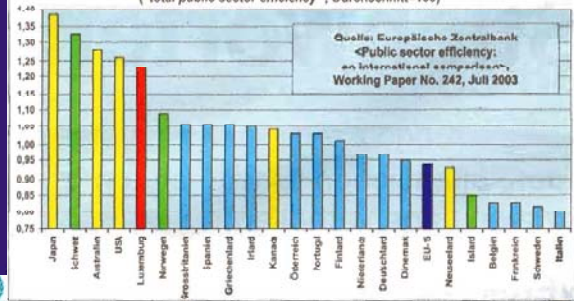
© Paul Weber/ITM

Total public sector performance

Leistung des öffentlichen Sektors
("total public sector performance"; Durchschnitt=100)

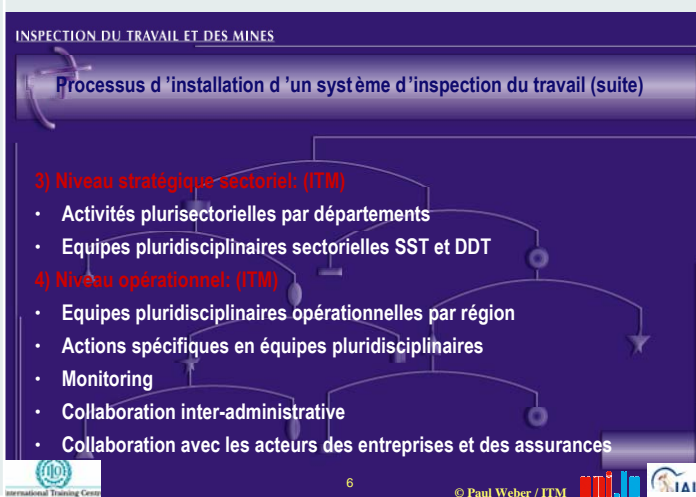
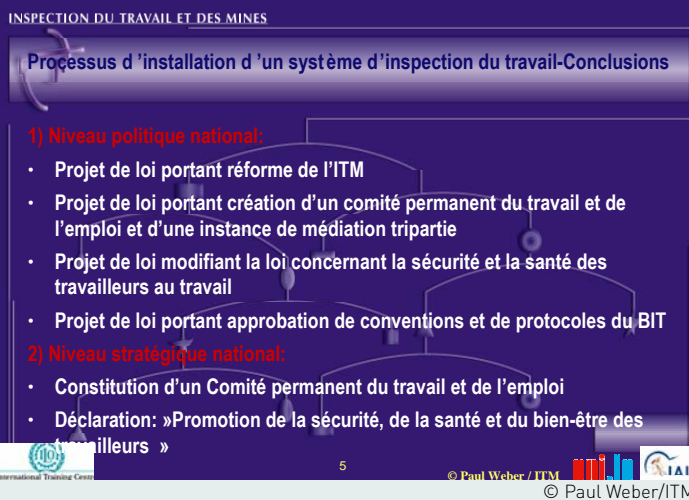
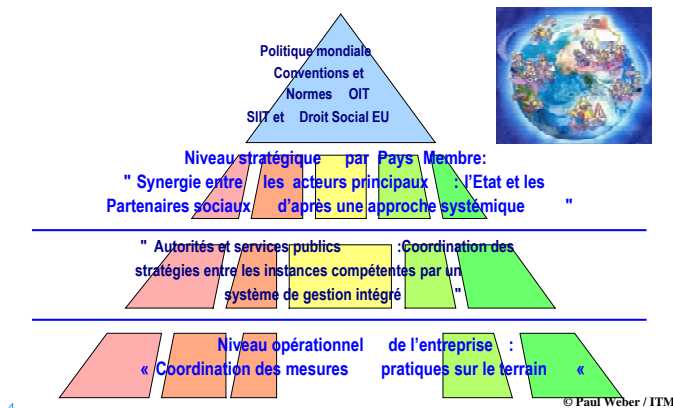
© Paul Weber/ITM

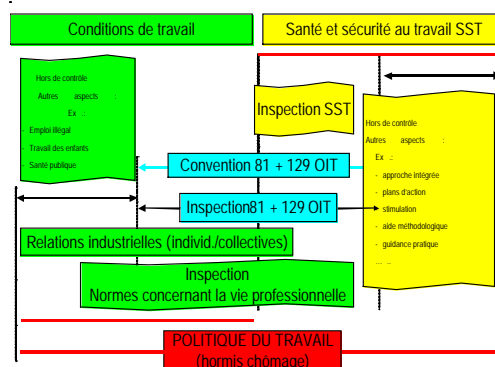
Economy of the public sector

Wirtschaftlichkeit des öffentlichen Sektors
("total public sector efficiency"; Durchschnitt=100)

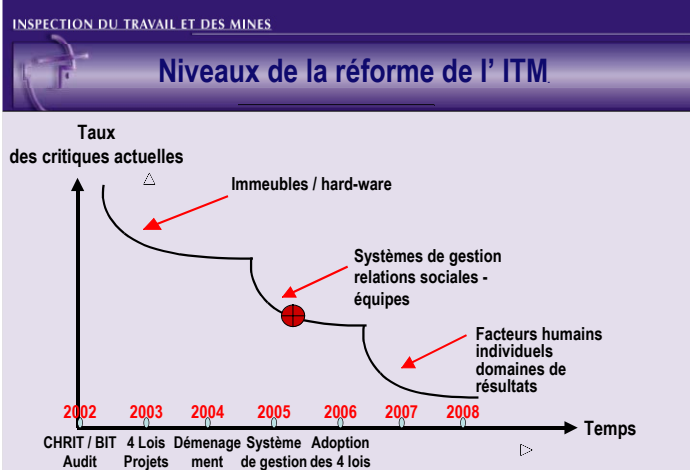
© Paul Weber/ITM

Système intégré de l'Inspection du Travail « SIIT »





© Paul Weber/ITM



© Paul Weber/ITM



05

1. L'INSPECTION DU TRAVAIL ET DES MINES : UN ORGANISME EN PLEINE MUTATION

1.1 OBJECTIFS ET MISSIONS

L'Inspection du Travail et des Mines (ITM) est placée sous l'autorité politique du Ministère du Travail et de l'Emploi. Son rôle est de veiller à l'application de l'ensemble de la législation relative aux conditions de travail et à la protection des travailleurs ayant un contrat de travail, à l'exclusion des fonctionnaires des administrations avec lesquelles l'ITM est censée collaborer. La responsabilité en matière de contrôle incombe aux inspecteurs et contrôleurs, de plus en plus épaulés par des douaniers.

Outre la santé et la sécurité, l'ITM est responsable dans de nombreux autres domaines tels que:

- La surveillance des accords collectifs;
- Le contrôle des salaires, de l'horaire de travail et des congés;
- La surveillance de l'élection des représentants du personnel, y compris la suite à donner aux plaintes pour irrégularités, dans l'ensemble du domaine des conditions de travail, y compris la santé et la sécurité, dans les établissements employant plus de 15 travailleurs;
- Le détachement transfrontalier de salariés;
- L'homologation des organismes agréés;
- L'élaboration de normes.
- La prévention et le règlement des conflits du travail;
- La délivrance d'autorisations d'exploitation à des établissements et pour des activités qui, aux termes de la loi, présentent des risques potentiels pour la santé et la sécurité des travailleurs ou de la population ou créent une nuisance;

1.2 STRUCTURE

Les effectifs de l'Inspection du Travail et des Mines se répartissent entre deux départements et des agences locales comme indiqué dans le tableau ci-dessous (situation novembre 2006):

DIRECTION

Bureaux : 3, rue des Primeurs L-2361 STRASSEN - Adresse postale : B.P. 27, L-2010 Luxembourg
Hotline: 478-6145 - Téléfax: 491447 (direction) - 406047 (département sécurité/santé) - Internet: <http://www.itm.public.lu>

| | | | |
|--------------------|----------------|--------------------------|------------------|
| Directeur: | Paul WEBER | Secrétaire de direction: | Nadine SCHNEIDER |
| Directeur adjoint: | Robert HUBERTY | Secrétaire: | Nancy SCHMIT |
| Directeur adjoint: | Claude LORANG | Secrétaire: | Joëlle KIRSCH |

SERVICE ADMINISTRATION GENERALE

| | |
|-------------------------|----------------------|
| Employée: | Désirée HECK |
| Ouvrier-Mécanicien: | Nico KLEIN |
| Ouvrier: | Marcel FERNANDEZ |
| Documentaliste: | Nico JUNKER |
| Standard téléphonique : | Michèle WELSCHBILLIG |

SERVICE ADMINISTRATION GENERALE

| | |
|-----------------|-----------------------|
| Chef de bureau: | Angèle MEISCH-WEYLAND |
| Employée : | Karin BASSCH-WILMES |

SERVICE INFORMATIQUE

| | |
|----------------------------------|----------------------|
| Chef du service: | Robert KLOPP |
| Ingénieur technicien inspecteur: | Jean-Paul BECK |
| Ingénieur technicien: | Daniel ERPELDING |
| Employée: | Danielle MAGAR-FUNCK |
| | Norbert FLAMMANG * |
| | Edgar KARTHEISER * |
| | Frédéric DIEDERICH * |

DEPARTEMENT DROIT DU TRAVAIL

| | |
|----------------------------------|---------------|
| Chargé de la direction du dépt.: | Claude LORANG |
| Secrétaire : | Joëlle KIRSCH |

Affaires juridiques

| | |
|----------------------------------|---------------|
| Attaché de direction 1er e.r.: | Henri THEISEN |
| Attachée de direction 1ère e.r.: | Muriel SCHÜTZ |

Travail féminin

| | |
|----------------------------|-----------------|
| Assistante sociale (matin) | Esther PHILIPPE |
|----------------------------|-----------------|

Représentation des salariés

| | |
|--------------------------------------|------------------------|
| Ing.-tech. Inspecteur ppal 1er e.r.: | Pierre LORANG |
| Chef de bureau: | Sandro BIRASCHI |
| Employée (matin): | Jill ERNSDORFF-THOMMES |

Durée du travail, conventions collectives

| | |
|-----------------|----------------|
| Rédacteur ppal: | Nathalie THULL |
|-----------------|----------------|

Gestion des dossiers Réclamations

| | |
|-----------|---------------|
| Employée: | Joëlle KIRSCH |
|-----------|---------------|

Détachement des travailleurs et travail illégal

Bureau de liaison international

| | |
|----------------------|----------------|
| Attaché de direction | Claude SANTINI |
|----------------------|----------------|

Service de contrôle

| | |
|-------------------------|----------------|
| Ingénieur-technicien: | David GREISCH |
| Ingénieur-technicien: | Pascal REULAND |
| Chef de bureau adjoint: | Joëlle KAYSER |
| Rédacteur ppal: | Nathalie DIAS |
| Rédacteur: | Pascale HARDT |
| Rédacteur: | Nadine KOHL |

Secrétariat

| | |
|------------------------|----------------------|
| Employée (matin): | Eliane TRAUSCH-SIMON |
| Employée (après-midi): | Malou KUNNERT-MULLER |
| Employée: | Véronique OMS |

DEPARTEMENT SECURITE ET SANTE

| | |
|-----------------------------|---------------------|
| Chargé de la dir. du dépt.: | Robert HUBERTY |
| Secrétaire: | Nancy SCHMIT |
| Ingénieur-technicien (a-m): | Joëlle MOUSEL |
| Rédacteur ppal: | Jerry FUSENIG |
| Employée: | Karin BASSCH-WILMES |

Hygiène d'entreprises

Procédés chimiques et substances dangereuses

| | |
|-----------------------|---------------|
| Ingénieur 1e classe: | Marc KREMER |
| Ingénieur-technicien: | Nathalie WETZ |

Mécanique et équipements de travail

| | |
|------------------------|-------------------|
| Ingénieur inspecteur: | Pierre HEUSCHLING |
| Ingénieur-technicien : | Tim KOCKHANS |
| Ingénieur-technicien : | Raoul SCHMIDT |

Génie civil

| | |
|-----------------------|--------------|
| Ingénieur inspecteur: | Claude SCHUH |
|-----------------------|--------------|

Service Etablissements classés

| | |
|---------------------------------|----------------------|
| Fax : 26483561 | |
| Ing.-tech. insp. ppal 1er e.r.: | Jean-Jacques MERTZIG |
| Ing.-tech. insp. ppal 1er e.r.: | Serge GREHTEN |
| Ingénieur-technicien ppal: | Michel STANZELEIT |
| Ingénieur-technicien ppal: | Luc DELLA SCHIAVA |
| Ingénieur-technicien ppal: | Marc OLINGER |
| Ingénieur-technicien: | BOB GATTONI |
| Ingénieur-technicien: | Yves MELCHER |
| Ingénieur-technicien: | GUY SCHMIT |
| Inspecteur principal 1er e.r.: | Marco GILBERTZ |
| 1er commis technique ppal: | WILL FERIGO |
| Commis ppal: | Joelle SCHMITT |
| Employée: | Gisèle BIEVER |
| Employé: | Fred SCHILTGES |



AGENCES DE L'INSPECTION DU TRAVAIL ET DES MINES

LUXEMBOURG

Adresse: 3, rue des Primeurs
L-2361 STRASSEN
Tél.: 478-6210 (droit du travail) /
478-6220 (sécurité/santé)
Téléfax: 40 40 07

Préposé

Baudouin WEIMERSKIRCH

Secrétaire droit du travail

Patricia BOSSELER

Secrétaire sécurité et santé

René DIDLINGER *

Contrôleurs

José AULLO
Jeannot BIEVER
Carlo FLENGHI
Gustave MEISENBURG
Henri RIPPINGER
André WANTZ

ESCH/ALZETTE

Adresse: 68, rue de Luxembourg
L-4221 ESCH/ALZETTE
Tél.: 54 36 54-1
Téléfax: 54 36 54-700

Préposé

John SCHNEIDER

Secrétaire droit du travail

Susi WEBER-GINTER

Employée

Monique WEBER

Contrôleurs

Nick CLESEN
Michel GODFROID
Jean KONSBRUCK
Nadine KONSBRÜCK
Gino PASQUALONI

DIEKIRCH

Adresse: 16, rue Jean l'Aveugle
L-9208 DIEKIRCH
Tél.: 80 20 56-1
Téléfax: 80 20 56-700

Préposé

Marc JASSENK

Secrétaire

Roberto BORGES

Contrôleurs

Léon KETTEL
Robert STRAUS
Danny WAGNER

Les bureaux sont ouverts au public
du lundi au vendredi de 08H30 à 10H00

Les bureaux sont ouverts au public
du lundi au vendredi de 08H30 à 10H00

Les bureaux sont ouverts au public
du lundi au vendredi de 08H30 à 10H00

* agent détaché de l'Administration des Douanes et Accises



1.3 LE PERSONNEL DE L'INSPECTION

Au cours de l'année 2005, deux fonctionnaires ont quitté l'ITM. Par contre, 6 nouveaux collaborateurs ont été recrutés au cours de l'année, de sorte que l'ensemble des effectifs totalise dorénavant 75 personnes. Les effectifs dans les différentes agences n'ont pas subi de modification au cours de cette année. La répartition des effectifs se présente comme suit:

| Département | Service | Personnel | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 |
|----------------------|----------------|----------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Direction | Direction | directeur | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | staff administratif | 3 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Sécurité | Direction | dir. adjoint | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | staff administratif | 1 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | Sécurité | ing. dipl. | 3 | 4 | 4 | 4 | 3 | 3 |
| | | ing. tech. | | - | 1 | 2 | 4 | 4 |
| | Établ. classés | ing. tech. | 7 | 8 | 8 | 9 | 6 | 8 |
| | | staff administratif | 5 | 5 | 5 | 5 | 6 | 6 |
| Droit du travail | Direction | dir. adjoint (attaché) | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | attachés | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 2 |
| | | ass. sociale | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | ing. tech. | 1 | 1 | 1 | 2 | 2 | 2 |
| | | staff administratif + rédacteurs | 4 | 5 | 5 | 6 | 6 | 8 |
| Services auxiliaires | Administration | Inspect./rédacteurs | 1 | 1 | / | 1 | 1 | 1 |
| | | staff administratif | 3 | 2 | 4 | 4 | 4 | 4 |
| | Informatique | ing. tech. | 2 | 1 | 1 | 3 | 3 | 3 |
| | | opérateurs | 2 | 3 | 3 | 2 | 3 | 3 |
| | | staff administratif | | | 1 | 1 | 1 | 1 |
| Agences | Luxembourg | préposé et adjoint | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | secrétariat | 2 | 3 | 3 | 3 | 2 | 3 |
| | | contrôleurs | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| | Esch/Alzette | préposé et adjoint | 2 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| | | secrétariat | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| | | contrôleurs | 5 | 5 | 6 | 6 | 5 | 5 |
| | Diekirch | préposé | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| | | secrétariat | 1 | 2 | 2 | 2 | 1 | 1 |
| | | contrôleurs | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 |
| | | TOTAL: | 62 | 65 | 69 | 75 | 71 | 75 |

Il est à remarquer que 4 agents détachés de l'Administration de la douane et accises actuellement en service au sein de la direction et des agences sont intégrés numériquement dans les services, bien qu'ils effectuent encore certaines tâches dans le cadre de leurs attributions au sein de l'Administration des douanes et accises.

De plus, un certain nombre de personnes travaillent à temps partiel et sous contrat à durée déterminée.



1.4 PLAN D'ACTION RELATIF À L'INSTAURATION D'UN SYSTÈME INTÉGRÉ D'INSPECTION DU TRAVAIL

Depuis le dépôt en octobre 2003 de quatre projets de loi au Conseil de Gouvernement, l'ITM a progressé dans l'instauration d'un système intégré d'inspection du travail.

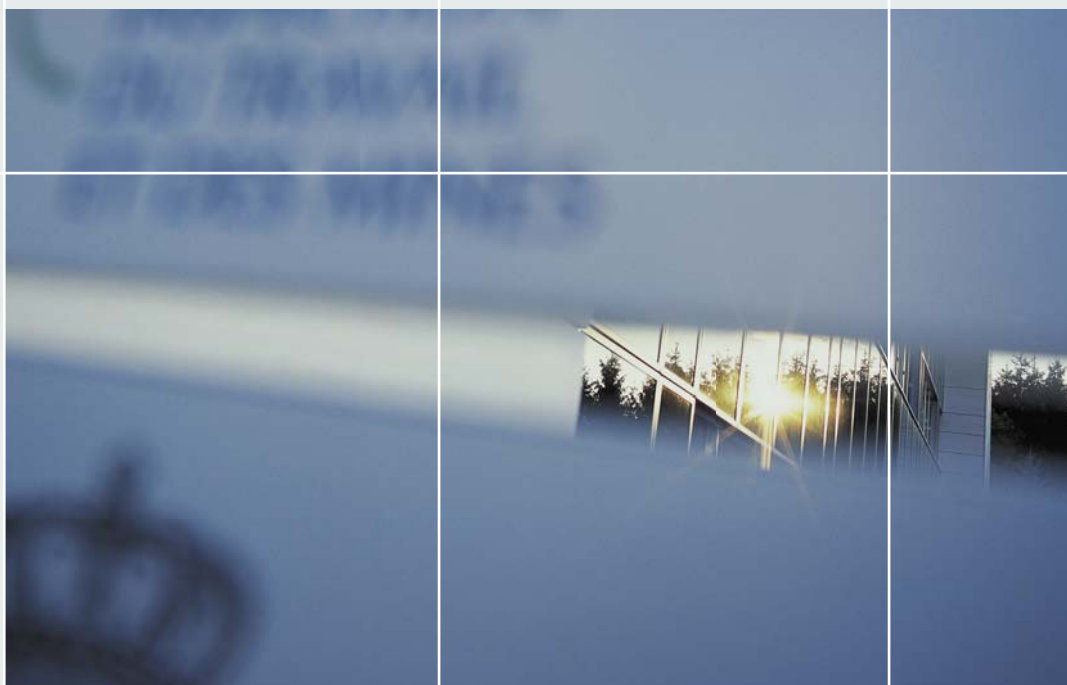
Les quatre projets de loi concernent la réforme de l'Inspection du Travail et des Mines (ITM), la création d'un Comité tripartite permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de médiation tripartite, la modification de la loi relative à la sécurité et la santé des travailleurs au travail en y explicitant la santé psychosociale du travailleur en plus de son intégrité physique, et la ratification de conventions et de protocoles du BIT. Ils constituent la base du processus de réforme.

Diverses initiatives et actions ont déjà pris place dans le cadre de cette réforme.

Fin 2003, la concertation au sein du comité tripartite permanent du travail et de l'emploi a abouti à la signature d'un plan d'action 2003-2007 de lutte contre les accidents de travail qui propose une approche stratégique globale et partenariale au niveau national.

Pour sa part, l'Inspection du Travail et des Mines a entamé la réorganisation de sa structure et ce en vue de favoriser l'interaction entre les départements et d'aboutir à plus de multidisciplinarité. Ainsi, des divisions pluridisciplinaires sectorielles nationales ont été mises sur pied. Le service des établissements classés a été renforcé et un point de contact national en matière de travailleurs détachés (cfr 3.7) a été créé. Le système interne de gestion se fait d'après des "domaines de résultats". Il est prévu que les membres des équipes pluridisciplinaires opérationnelles passeront de la carrière de contrôleur vers celle d'inspecteur au terme d'une formation spécifique. Ces équipes sont chargées de mettre en oeuvre des actions spécifiques nationales et des actions réactives en entreprises. Des activités de monitoring ont été développées. Un réseau a été mis sur pied pour favoriser la collaboration entre les administrations, d'une part, et les entreprises et compagnies d'assurance, d'autre part.

05

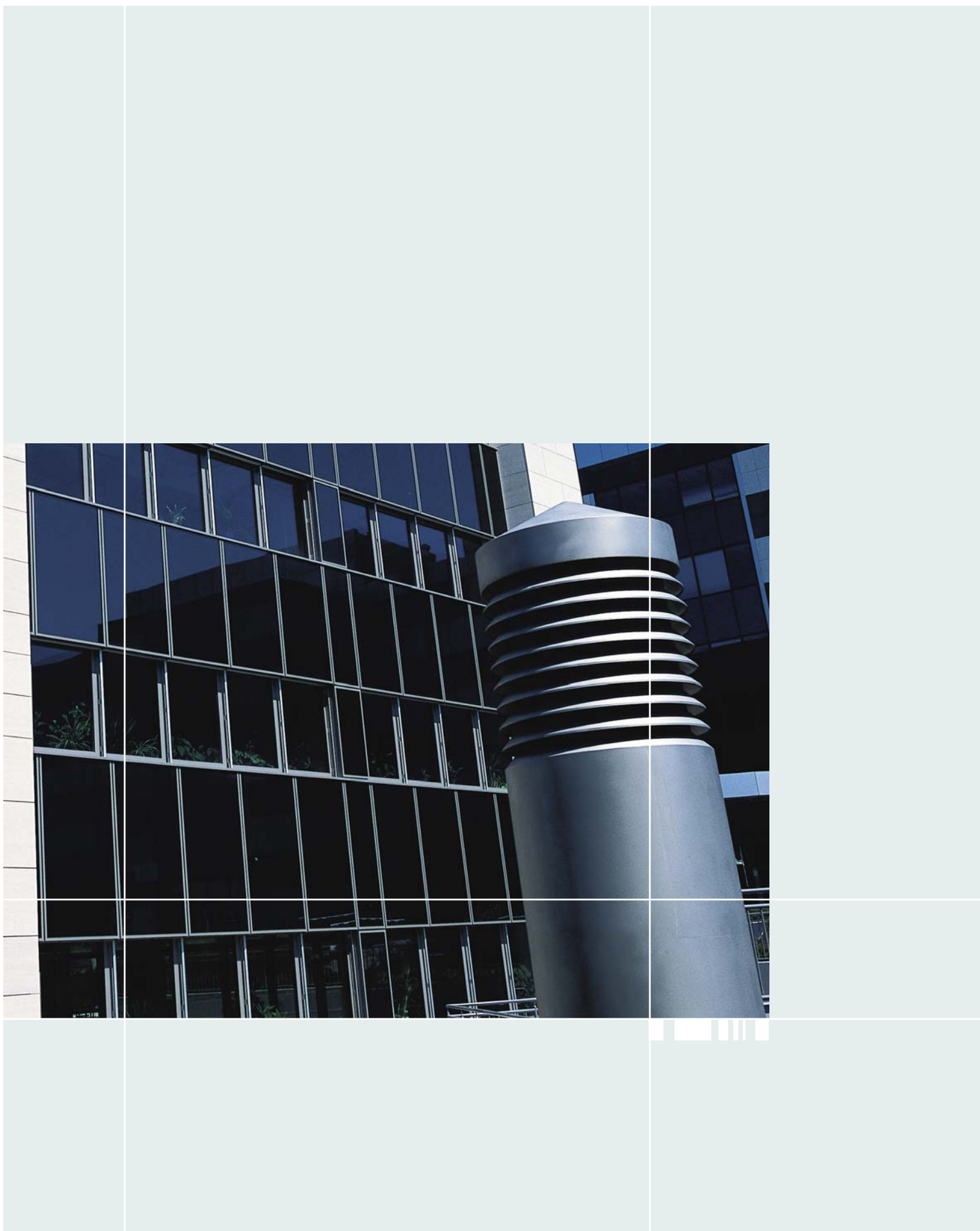


1.5 COLLABORATIONS

L'Inspection du Travail et des Mines agit en étroite collaboration avec d'autres organismes et services gouvernementaux qui s'intéressent au domaine de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail. Ainsi l'ITM collabore entre autres avec l'Association d'Assurance contre les Accidents, les médecins du travail du Ministère de la Santé, l'Inspection chargée de veiller à la sécurité des fonctionnaires (Ministère de la Fonction publique), les organismes agréés pour le contrôle des réservoirs sous pression, des appareils de levage, le bruit et l'hygiène du travail entre autres, le service des douanes,...

L'ITM collabore et agit au sein du comité consultatif de l'Inspection du Travail et des Mines, un organe créé par le Ministère du Travail et de l'Emploi en 1983 et chargé de conseiller le Ministre du Travail sur des questions relatives au travail en général, y compris les matières liées à la santé et à la sécurité, ainsi que sur l'efficacité de la législation en vigueur dans ce domaine.





2. STATISTIQUES LIÉES À L'ACTIVITÉ DE L'INSPECTION DU TRAVAIL ET DES MINES

2.1 NOMBRE D'ENTREPRISES PAR BRANCHE

Le tableau ci-dessous reprend, par secteur d'activité, le nombre d'entreprises. L'immobilier, le service aux entreprises et le commerce restent les branches les plus représentées.

| Secteur d'activité | Nombre d'entreprises |
|----------------------------------------------------------|----------------------|
| Agriculture, viticulture ¹ | 2.383 |
| Extraction de produits non énergétiques | 13 |
| Industries manufacturières | 973 |
| Energie et eau | 80 |
| Construction | 1.972 |
| Production de services marchands ² | 21.132 |
| dont: Institutions de crédit et d'assurance ³ | 1.053 |
| Commerce | 7.084 |
| Transports et communications | 1.469 |

¹ nombre d'exploitations (recensement agricole du 15 mai 2003)
² hors santé et action sociale
³ y compris réassurances et auxiliaires d'assurances

Source: STATEC; Le Luxembourg en chiffres, 2004



2.2. LISTE DES PRINCIPALES ENTREPRISES ET DES EMPLOYEURS PUBLICS

| Entreprise/institution | Activité | Effectif |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----------|
| Etat | Service public | 21.210 |
| Ville de Luxembourg | Service public | 3.310 |
| Arcelor S.A. | Produits sidérurgiques | 6.330 |
| Groupe Cactus | Supermarchés | 3.880 |
| Goodyear Luxembourg | Pneumatiques | 3.600 |
| CFL, Chemin de fer luxembourgeois | Transports | 3.110 |
| Groupe Dexia BIL | Banque | 2.940 |
| P&T Luxembourg | Postes et télécommunications | 2.770 |
| Banque Générale du Luxembourg | Banque | 2.480 |
| Groupe Luxair | Transport aérien de personnes | 2.410 |
| Groupe Pedus | Entreprise de nettoyage, restauration de collectivités | 2.120 |
| Centre Hospitalier de Luxembourg | Activités hospitalières | 1.750 |
| Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat | Banque | 1.750 |
| Kredietbank Luxembourg | Banque | 1.360 |
| Groupe Guardian | Verre plat, verre pour automobile | 1.310 |
| Dupont de Nemours (Luxembourg) | Matières plastiques, non-tissées | 1.240 |
| Centre Hospitalier Emile Mayrisch (Esch+Dudelange) | Activités hospitalières | 1.200 |
| Fondation Stëftung Hëllef Doheem | Gestionnaire de services d'aide et de soins en faveur du maintien à domicile | 1.200 |
| Groupe Clearsteam | Services auxiliaires financières | 1.090 |
| Groupe 4 Falck (y compris F4F Technologies) | Surveillance, installations d'alarme | 1.080 |
| Servior | Etablissement public, centres, foyers et services pour personnes âgées | 1.050 |
| Groupe BNP Paribas Luxembourg | Banque, gestion de fonds, fiduciaire | 1.010 |
| Compass Group Luxembourg | Restauration collective, nettoyage | 1.010 |
| Cargolux Airlines International S.A. | Transport aérien de fret | 980 |
| Securicor Luxembourg S.A. | Surveillance, installations de sécurité | 980 |
| Groupe PriceWaterhouseCoopers | Réviseurs d'entreprises | 910 |
| ING Luxembourg S.A. | Banque | 870 |
| Groupe Saint-Paul | Imprimerie, édition et activités connexes | 870 |
| Groupe Sodexho Luxembourg | Restauration collective, exploitation de maisons de retraite | 860 |
| Groupe Ceratizit | Métallurgie et mécanique | 840 |
| Fondation François-Elisabeth (Hôpital Kirchberg) | Activités hospitalières | 830 |
| IEE International Electronics & Engineering SA | Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle | 810 |

Source: STATEC; Le Luxembourg en chiffres, 2004

NOMBRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL TOUS SECTEURS CONFONDUS

| Année | Accidents (tous) | | |
|-------|------------------|--------|--------------------------|
| | déclarés | tous | reconnus dont mortels |
| 2000 | 26.959 | 25.445 | 23 |
| 2001 | 28.189 | 26.472 | 20 |
| 2002 | 28.749 | 26.856 | 14 |
| 2003 | 28.233 | 25.928 | 14 |
| 2004 | 28.533 | 25.055 | 8 |

2.3 STATISTIQUES DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

Les statistiques disponibles concernent l'année 2004. Par rapport à 2003, le nombre total d'accidents du travail a diminué. Le nombre d'accidents mortels est également en légère régression. Les données statistiques présentées ci-après concernent la section industrielle – le régime général. Elles ont été publiées par l'Association d'Assurance contre les Accidents.

| Accidents du travail proprement dits | | | Accidents de trajet | | | Maladies professionnelles | | |
|-----------------------------------------|----------|-----------------|------------------------|----------|-----------------|------------------------------|-----------|-------------------|
| déclarés | reconnus | | déclarés | reconnus | | déclarées | reconnues | |
| | tous | dont mortels | | tous | dont mortels | | toutes | Dont mortelles |
| 21.144 | 20.490 | 13 | 5.680 | 4.936 | 10 | 135 | 19 | |
| 21.621 | 20.784 | 8 | 6.399 | 5.662 | 12 | 169 | 26 | |
| 22.017 | 21.087 | 7 | 6.499 | 5.689 | 5 | 233 | 80 | 2 |
| 21.590 | 20.365 | 5 | 6.369 | 5.533 | 9 | 274 | 30 | 0 |
| 21.582 | 19.499 | 4 | 6.670 | 5.525 | 4 | 281 | 31 | 0 |

RÉPARTITION DE LA FRÉQUENCE DES ACCIDENTS

| Activités | 2003 | 2004 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|
| Travaux de toiture et travaux sur les toits | 31,70 | 29,14 |
| Travail intérimaire | 30,04 | 26,34 |
| Fabrication par voie humide d'objets en ciment | 22,64 | 23,50 |
| Bâtiment, gros-oeuvre; travail des minéraux | 22,69 | 20,83 |
| Equipements techniques du bâtiment (installations électriques, de gaz, d'eau,...) | 20,15 | 18,30 |
| Aménagement et parachèvement de bâtiments (façades, isolation,...) | 19,34 | 17,97 |
| Travail des métaux et du bois (fabrication, traitement d'objets en métal, fabriques de machines, réparation et entretien des machines,...) | 16,34 | 15,02 |
| Communes | 13,40 | 12,27 |
| Chimie, textile, papier | 9,73 | 9,82 |
| Commerce, alimentation et autres activités non classées | 9,85 | 9,54 |
| Transport terrestre, fluvial et maritime | 10,23 | 9,51 |
| Distribution de l'énergie et de l'eau | 10,58 | 8,48 |
| Sidérurgie | 8,49 | 7,45 |
| Ateliers de précision (horlogeries, bijouteries, photographes, laboratoires dentaires, rémouleurs,...) | 9,81 | 7,40 |
| Fabrication de faïences et verre | 7,05 | 6,53 |
| Etat | 6,43 | 6,36 |
| Fabrication ciment, chaux, gypse et dolomie | 12,82 | 6,05 |
| Assurances, banques, bureaux d'études,... | 2,87 | 2,46 |
| Entreprises de radio-télédiffusion, théâtres, cinémas,... | 2,84 | 1,69 |
| Travailleurs intellectuels indépendants | 0,60 | 0,67 |
| TOTAL | 10,18 | 9,53 |

La fréquence des accidents représente le nombre d'accidents par rapport à 100 salariés-unité occupés à plein temps.

Malgré l'enregistrement d'une hausse du nombre total d'accidents, les taux de fréquence sont, à l'exception de quelques secteurs, en baisse par rapport à 2003. Cette constatation tend à démontrer que la hausse du nombre d'accidents est à mettre en rapport avec l'augmentation du nombre de travailleurs.

Les seuls secteurs qui ont enregistré une hausse de la fréquence des accidents sont, par ordre d'importance de la hausse, les secteurs de la chimie, textile et papier et les travailleurs intellectuels indépendants. Le secteur de la fabrication du ciment, de la chaux gypse et dolomie enregistre, en 2004, la plus forte baisse de fréquence. Ce même secteur enregistrait au contraire la plus forte hausse en 2003.

Le tableau ci-dessous indique la répartition du nombre d'accidents survenus en 2004 suivant l'agent matériel.

| Agent matériel | Nombre | % |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|-------|
| Véhicules de transport terrestre | 4.958 | 19,79 |
| Bâtiments, constructions, surfaces – à niveau (intérieur ou extérieur, fixes ou mobiles, temporaires ou non) | 3.151 | 12,58 |
| Matériaux, objets, produits, éléments constitutifs de machine – bris, poussières | 3.065 | 12,23 |
| Bâtiments, constructions, surfaces- en hauteur | 2.725 | 10,88 |
| Dispositifs de convoyage, de transport et de stockage | 1.826 | 7,29 |
| Outils à main non motorisés | 1.741 | 6,95 |
| Organismes vivants et êtres humains | 1.708 | 6,82 |
| Machines et équipements fixes | 1.588 | 6,34 |
| Déchets en vrac | 1.256 | 5,01 |
| Substances chimiques, explosives, radioactives, biologiques | 1.137 | 4,54 |
| Équipements de bureau et personnels, matériel de sport, armes, appareillage domestique | 708 | 2,83 |
| Outils tenus ou guidés à la main, mécaniques | 351 | 1,40 |
| Moteurs, dispositifs de transmission et de stockage d'énergie | 275 | 1,10 |
| Phénomènes physiques et éléments naturels | 138 | 0,55 |
| Pas d'information | 83 | 0,33 |
| Dispositifs et équipements de sécurité | 50 | 0,20 |
| Autres véhicules de transport | 48 | 0,19 |
| Dispositifs de distribution de matière, d'alimentation, canalisations | 29 | 0,12 |
| Outils à main – sans précision sur la motorisation | 28 | 0,11 |
| Bâtiments, constructions, surfaces – en profondeur (intérieur ou extérieur) | 6 | 0,02 |
| Autres agents matériels non listés | 4 | 0,02 |

En 2004, comme cela fut le cas en 2003, ce sont les véhicules de transport qui constituent le principal agent matériel des accidents.



2.4 CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL

La loi du 30 juin 2004 concernant les relations collectives de travail, publiée au Mémorial A N°119 en 2004, a introduit de légers changements en ce qui concerne le dépôt légal des conventions collectives de travail.

En principe, le nouveau système fonctionne comme suit :

- la convention collective est déposée à l'ITM par la partie la plus diligente;
- sur proposition de l'ITM, le Ministre du Travail et de l'Emploi émet dans les quinze jours du dépôt sa décision qui sera communiquée aux parties et publiée au Mémorial B (la publication des dépôts acceptés se fait normalement une fois par mois);
- à défaut de décision dans le délai prévu, le dépôt effectué est considéré comme accepté.

Pour l'année 2005, **13** conventions collectives ou avenants aux textes existants ont été déposés par branche et **93** conventions collectives ou avenants aux textes existants par entreprise.

Le tableau représenté ci-après indique le nombre de textes déposés par branche ou secteur en 2005.

| Branche | Nombre de CCT ou d'avenants déposés |
|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| Agents des sociétés de service et de sécurité et de gardiennage | 1 |
| Bâtiment et génie civil | 1 |
| Brasseries luxembourgeoises | 2 |
| Etablissements hospitaliers luxembourgeois | 1 |
| Garagistes | 1 |
| Installateurs sanitaire, de climatisation et de chauffage | 2 |
| Mécaniciens de machines agricoles | 1 |
| Menuisiers | 1 |
| Peintres | 1 |
| Plafonneurs-façadiers | 1 |

| CODE | SECTEUR | NOMBRE DE CCT OU D'AVENANTS DÉPOSÉS |
|--------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------|
| 01.413 | Jardiniers Paysagistes | 1 |
| 14.210 | Extraction de sable et de granulats | 3 |
| 15.511 | Préparation de lait, beurreries, fromageries | 1 |
| 15.931 | Vinification | 1 |
| 15.932 | Fabrication de vins mousseux | 1 |
| 16.000 | Industrie du Tabac | 1 |
| 17.510 | Fabrication de tapis et moquettes | 2 |
| 17.540 | Industrie textiles n.c.a | 2 |
| 22.120 | Edition de journaux | 1 |
| 24.510 | Fabrication de savons, détergents et produits d'entretien | 1 |
| 24.650 | Fabrication de supports de données | 1 |
| 24.660 | Fabrication de produits chimiques à usage industriel | 1 |
| 25.110 | Fabrication de pneumatiques | 2 |
| 25.130 | Fabrication d'autres articles en caoutchouc | 1 |
| 25.230 | Fabrication d'éléments en matière plastique pour la construction | 3 |
| 26.110 | Fabrication de verre plat | 1 |
| 26.120 | Façonnage et transformation de verre plat | 1 |
| 26.510 | Fabrication de ciment | 2 |
| 26.810 | Fabrication de produits abrasifs | 1 |
| 27.340 | Tréfilage à froid | 2 |
| 27.420 | Métallurgie de l'aluminium | 1 |
| 28.402 | Découpage, emboutissage | 1 |
| 28.520 | Opérations de mécanique générale | 2 |
| 28.620 | Fabrication d'outillage | 1 |
| 28.730 | Fabrication d'articles en fils métalliques | 2 |
| 29.130 | Fabrication d'articles de robinetterie | 1 |
| 29.220 | Fabrication de matériel de levage et de manutention | 4 |
| 29.560 | Fabrication de machines diverses d'usage spécifique | 3 |
| 31.100 | Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques | 2 |
| 31.400 | Fabrication d'accumulateurs et de piles électriques | 1 |
| 33.200 | Fabrication d'instruments de mesure et de contrôle | 2 |
| 34.200 | Fabrication de carrosseries pour véhicules et remorques | 2 |
| 36.500 | Fabrication de jeux et jouets | 1 |
| 40.200 | Production et distribution de combustibles gazeux | 1 |
| 45.230 | Construction de voies ferrées, chaussées, pistes d'aviation et installations sportives | 1 |
| 45.310 | Travaux d'installation électrique | 1 |
| 50.200 | Entretien et réparation de véhicules automobiles | 1 |
| 51.511 | Commerce de gros de combustibles liquides | 2 |
| 51.541 | Commerce de gros quincaillerie | 1 |
| 51.642 | Commerce de gros de machines de bureau et de matériel informatique | 1 |
| 51.650 | Commerce de gros d'autres équipements industriels | 1 |
| 52.421 | Commerce de détail de vêtements, de confection pour hommes, femmes, enfants (assortiment général) | 1 |
| 52.460 | Commerce de détail de quincaillerie, peinture et verres | 2 |
| 52.633 | Autres commerces de détail de produits alimentaires (hors magasins) | 1 |
| 55.301 | Restaurants | 1 |
| 61.202 | Transports fluviaux de marchandises | 1 |
| 62.101 | Transports aériens réguliers de personnes | 8 |
| 63.120 | Entreposage | 2 |
| 66.031 | Opérations directes d'Assurances Non Vie | 1 |
| 72.300 | Traitement de données | 1 |
| 73.100 | Recherche développement en sciences physiques et naturelles | 1 |
| 74.202 | Ingénierie, études techniques | 2 |
| 74.301 | Contrôle technique automobile | 1 |
| 74.402 | Agences, conseil en publicité | 1 |
| 75.112 | Administration communales | 1 |
| 80.100 | Enseignement primaire | 1 |
| 80.210 | Enseignement secondaire général | 3 |
| 80.220 | Enseignement secondaire technique ou professionnel | 1 |
| 85.323 | Autres activités d'action sociale sans hébergement | 1 |
| 92.111 | Production de films cinématographiques | 2 |

2.5 CONGÉ COLLECTIF

Au Luxembourg, il existe 3 conventions collectives de travail du secteur de la construction, imposant aux entreprises luxembourgeoises et étrangères un congé collectif d'été et/ou d'hiver.

L'ITM est chargée de la surveillance de l'application des 3 congés collectifs. En outre, elle fait office de secrétariat de la commission ad hoc du bâtiment et génie civil et répond aux questions relatives au congé collectif.

Les branches concernées par le congé collectif obligatoire sont :

- le bâtiment et le génie civil
- les installateurs sanitaires, installateurs de chauffage et de climatisation (les installateurs frigoristes sont exceptés)
- les plafonneurs-façadiers

Vu ce qui précède, les branches suivantes n'ont pas l'obligation de respecter le congé collectif : installateurs d'ascenseurs, carreleurs, électriciens, menuisiers, peintres, couvreurs, ferblantiers, charpentiers, calorifugeurs et vitriers.

Les dispositions diverses concernant l'application des congés collectifs sont expliquées ci-après.

2.5.1 Bâtiment et génie civil

L'annexe V de la convention collective fixe deux périodes de congé collectif, à savoir celui d'été et celui d'hiver.

En été, le congé commence le dernier vendredi du mois de juillet (qui fait déjà partie du congé) et dure 15 jours ouvrables, plus le jour férié du 15 août. Le congé d'hiver dure 10 jours et comprend les jours fériés de Noël (25 et 26 décembre) et le jour de Nouvel An (1er janvier), les dates exactes du congé d'hiver sont en principe fixées dans la convention collective.

Une dérogation écrite, accordée par la commission, est possible pour des travaux de réparation dans les écoles, des travaux de réparation dans les usines pendant l'arrêt et pour les travaux urgents. Ces demandes doivent obéir strictement aux conditions de forme, qui sont définies dans l'annexe V de la convention collective du bâtiment et génie civil.

Pour les congés d'hiver 04/05, d'été 05 et d'hiver 05/06, les chiffres des demandes introduites se présentent comme suit :

| Période | Total des demandes | Demandes accordées | Demandes refusées |
|-------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Hiver 04/05 | 20 | 13 | 7 |
| Eté 05 | 38 | 28 | 10 |
| Hiver 05/06 | 16 | 16 | / |



2.5.2 Installateurs sanitaires, installateurs de chauffage et de climatisation

Pour cette branche est seulement fixé un congé collectif d'été.

Celui-ci commence le premier lundi du mois d'août, dure 15 jours y compris le jour férié du 15 août. Les entreprises peuvent déroger au congé collectif pour des travaux de réparation de maintenance et de dépannage, moyennant l'accord de la délégation du personnel et, s'il n'existe pas de délégation du personnel, avec l'accord des ouvriers concernés.

En ce qui concerne les installateurs frigoristes, ceux-ci n'ont pas d'obligation d'appliquer le congé collectif. Les ouvriers effectuant des travaux d'installation frigorifique bénéficient du droit à 15 jours de congés consécutifs entre le début du mois de mai et la fin du mois d'octobre, le cas échéant, selon un système de roulement interne à convenir entre l'entreprise et la délégation du personnel et, s'il n'existe pas de délégation du personnel, avec les ouvriers concernés.

2.5.3 Plafonneurs-façadiers

Seulement un congé d'été est prévu par la convention collective des plafonneurs-façadiers.

Il commence le dernier samedi du mois de juillet et dure 14 jours ouvrables, plus le jour férié légal du 15 août. La convention collective ne prévoit aucune dérogation au congé collectif pour les plafonneurs-façadiers.

2.5.4 Entreprises étrangères

Vu que les entreprises étrangères sont, de même que les entreprises luxem-

bourgeoises, soumises au congé collectif obligatoire, dès qu'elles possèdent une autorisation d'établissement tombant sous le champ d'application d'une des trois conventions collectives, l'ITM a adressé depuis juillet 2005 environ 200 courriers informatifs. Ces courriers renseignent sur les dispositions générales applicables au congé collectif.

2.6. PLANS D'ORGANISATION DU TRAVAIL (P.O.T.)

La loi du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans le secteur public et privé de l'économie, ainsi que la loi du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1913 portant règlement légal du louage de service des employés privés prévoient un régime dérogatoire (période de référence) qui prévoit que

les salariés peuvent être occupés au-delà des limites journalières (8 h) et hebdomadaires (40 h) fixées par la loi, si la moyenne sur quatre semaines ne dépasse pas 40 heures.

Toute entreprise optant pour ce système doit établir un plan d'organisation du travail (P.O.T.), portant sur l'activité prévisible de l'entreprise en cours de période de référence. Les modalités régissant l'application du P.O.T. sont indiquées dans les lois énumérées ci-dessus.

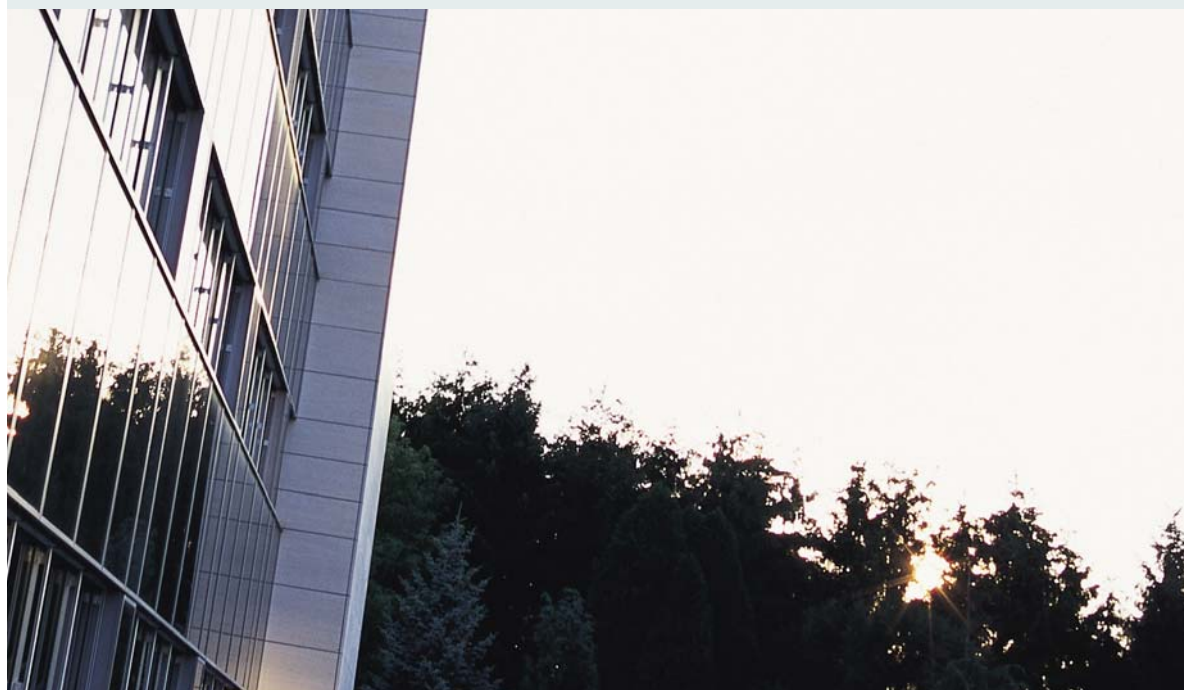
En principe, une copie du P.O.T. doit être communiquée au salarié, affichée aux entrées principales de l'entreprise et adressée sans délai à l'Inspection du Travail et des Mines.

Pour 2005, les chiffres se présentent comme suit :

198 P.O.T. ont été communiqués à l'ITM
23 entreprises sont concernées par les POT communiqués

Les P.O.T. relèvent des secteurs suivants :

| Secteur | Nombre d'entreprises |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| Autres activités d'action sociale sans hébergement | 2 |
| Banques universelles | 5 |
| Commerce de détail de véhicules automobiles | 4 |
| Commerce de détail de vêtements de confection pour hommes, femmes, enfants (assortiment général) | 2 |
| Commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance | 1 |
| Commerce de gros de minerais et de métaux non ferreux | 1 |
| Distributeurs de parts d'OPC | 1 |
| Gérants de fortunes | 1 |
| Hôtels avec restaurant | 2 |
| Industrie des eaux et des boissons rafraîchissantes | 1 |
| Industries alimentaires n.c.a. | 1 |
| Secours | 1 |
| Travaux d'installation électrique | 1 |



3. APERÇU DES ACTIVITÉS ET INITIATIVES EN 2005

3.1 PRÉSIDENTE LUXEMBOURGEOISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

3.1.1 Introduction

A l'occasion de la présidence, l'Inspection du Travail et des Mines a organisé, avec l'appui du Ministère du Travail et de l'Emploi, 4 événements-clés dont 3 au niveau européen et 1 au niveau international.

3.1.2 Projets de l'ITM dans le cadre de la présidence luxembourgeoise de l'UE

3.1.2.1 Au niveau européen

A date du 7 et 8 mars, le Luxembourg a accueilli la 48e réunion du SLIC (Senior Labour Inspectors Committee), un organe mis en place par la Commission Européenne. Chaque réunion statutaire étant précédée d'un "thematic day", l'ITM a choisi d'aborder la question de la recherche de l'efficacité par un management des inspections du travail orienté vers des résultats nettement identifiés. Les points de vue des divers orateurs autour de cette thématique ont été longuement débattus. Le compte-rendu des débats est repris dans une publication intitulée "Le management des inspections du travail dans un environnement en rapide mutation: un défi commun". http://ec.europa.eu/employment_social/health_safety/docs/10_slc_thematic_day_lux.pdf

A date du 8 et 9 mars, l'ITM a initié la deuxième conférence des directeurs généraux du travail. Lors de la présidence irlandaise, l'inspection du travail de ce pays avait lancé l'initiative de réunir les

directeurs du travail afin de favoriser le débat et l'échange d'expérience. L'ITM a profité de la présidence luxembourgeoise pour organiser ce qui deviendra peut-être une tradition. Les directeurs du travail de tous les pays membres de l'UE se sont donc rassemblés pour s'entretenir sur deux thématiques pré-établies: "Examples of success and failure in Labour Policy management system" et "The effect of globalising economy and the draft "services directive": How to avoid safety and social dumping in the EU Member States". Le concept de la conférence était basé sur l'échange d'idées et de résultats fructueux. L'ITM a publié et diffusé la synthèse des présentations et des discussions sous le titre "Promouvoir l'excellence en sécurité et santé au travail".

A date du 13 au 15 avril, l'ITM a accueilli le groupe de travail Seveso, une rencontre placée sous le thème de l'"Exchange of Views on Land Use Planning Requirements with Regard to Article 12 Seveso II".

3.1.2.2 Au niveau international

A date du 9 au 11 mars, l'ITM a organisé, en collaboration avec le Bureau International du Travail (BIT) de Genève, une conférence réunissant des délégués en provenance de quelque 70 pays différents. La mise en œuvre d'un système intégré d'inspection du travail en était le fil rouge. Les orateurs étaient invités à faire part de leur approche d'un tel système. Les conclusions établies à la fin de la conférence ont été approuvées à l'unanimité par l'assemblée. L'ITM a publié les actes de la conférence dans "La

diversité dans l'unité: le système intégré d'inspection du travail".

http://www.ilo.org/public/english/protection/safework/labinsp/luxconf_f.pdf

Les conférences se sont déroulées dans le cadre convivial de Mondorf-les-Bains.

3.1.2.3 Elaboration de directives européennes

L'ITM a assuré la présidence des groupes de travail du Conseil "harmonisation technique: Substances et préparations dangereuses" et "Machines" qui ont comme but de préparer un accord politique pour la mise en application de directives européennes soumis par la Commission Européenne au Conseil et au Parlement.

3 projets de directives ont été traités entièrement et ont pu être conclus avec succès en première lecture:

- 27ième modification de la directive 76/769/CEE: limitation d'hydrocarbures polyaromatiques dans des pneus
- 28ième modification de la directive 76/769/CEE: limitation de la mise sur le marché du Toluène de du TCB
- 29ième modification de la directive 76/769/CEE: limitation de la mise sur le marché de quelque 350 substances classifiées cancérigènes, mutagènes et nocifs à la reproduction.

Pour un projet de directive un accord en deuxième lecture a pu être conclu:

- 22ième modification de la directive 76/769/CEE: limitation de certains phtalates dans les jouets et articles puéricultrices.

Le projet pour une nouvelle directive "machines", en cours de traitement depuis plusieurs années, a été poursuivi.

Le projet pour la directive relative à la protection des travailleurs contre les rayonnements optiques a été suivi en tant qu'expert scientifique du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Réunions des groupes de travail en chiffres toutes affaires confondues:

Traitement des documents:

- 51 lettres, rapports et avis rédigés
- 951 mails entrés
- 447 mails sortis
- 569 différents documents traités

Réunions à Bruxelles

39 réunions internationales au niveau des groupes de travail du conseil de l'Union européenne

53 réunions bilatérales avec le secrétariat du Conseil et/ou la Commission européenne.

Résultat de la présidence:

Accord politique pour 4 nouvelles directives européennes conclus avec succès.

3.2 VISITES DE CONTRÔLE ET D'INSPECTION ROUTINIÈRES

3.2.1. Agence Luxembourg

Un des rôles principaux de l'Inspection du Travail et des Mines est de veiller au respect de la réglementation. A cet effet, des visites de contrôle et d'inspection de routine sont organisées tout au long de l'année dans tous les secteurs d'activité. Le tableau ci-dessous indique le nombre de visites effectuées dans les différents secteurs d'activité en 2005 par le personnel de contrôle de l'agence de Luxembourg. Les chiffres concernant les agences de Diekirch et d'Esch-sur-Alzette sont repris séparément.

| Désignation des diverses branches d'activité | Nombre d'entreprises considérées |
|-----------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|
| Agriculture, chasse, services annexes | 15 |
| Sylviculture, exploitation forestière, services annexes | 3 |
| Pêches, aquaculture | - |
| Extraction de produits énergétiques | - |
| Extraction d'hydrocarbures, services annexes | - |
| Autre industries extractives | - |
| Industrie alimentaire | 6 |
| Industrie textile | - |
| Industrie d'habillement et de fourrures | - |
| Industrie du cuir et de la chaussure | - |
| Travail du bois et fabrication d'articles en bois | 2 |
| Industrie du papier et du carton | - |
| Edition, imprimerie, reproduction | 4 |
| Cokéfaction, raffinage, industrie nucléaire | - |
| Industrie chimique | 3 |
| Industrie du caoutchouc et des plastiques | 2 |
| Fabrication d'autres minéraux non-métalliques | 1 |
| Métallurgie | 6 |
| Travail des métaux | 4 |
| Fabrication de machines et équipement | 7 |
| Fabrication de machines de bureau et de matériel informatique | - |
| Fabrication de machines et appareils électriques | 1 |
| Fabrication d'équipements de radio, télévision et communication | - |
| Fabrication d'instruments médicaux, de précision, d'optique et d'horlogerie | 6 |
| Industrie automobile | - |
| Fabrication de meubles, industries diverses | - |
| Industries diverses | 2 |
| Récupération | - |
| Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau | 3 |
| Captage, traitement et distribution d'eau | - |

| Total des visites | Désignation des diverses branches d'activité | Nombre d'entreprises considérées | Total des visites |
|-------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------|
| 17 | Construction | 397 | 398 |
| 3 | Commerce et réparation automobile | 25 | 23 |
| - | Commerce de gros et intermédiaires de commerce | 54 | 50 |
| - | Commerce de gros alimentaire | 38 | 38 |
| - | Commerce détail alimentaire | 4 | 2 |
| - | Commerce de détail et réparation d'articles domestiques | 2 | 2 |
| 6 | Hôtels et restaurants | 120 | 120 |
| - | Transports et communications | 44 | 49 |
| - | Transport par eau | 4 | 4 |
| - | Transport aérien | 10 | 10 |
| 2 | Services auxiliaires de transports | 1 | 1 |
| - | Postes et télécommunications | 1 | 1 |
| 4 | Intermédiation financière | 16 | 27 |
| - | Assurances | 6 | 9 |
| 3 | Auxiliaires financiers et d'assurances | 24 | 28 |
| 2 | Activités immobilières | 13 | 13 |
| 1 | Location sans opérateur | 3 | 1 |
| 7 | Activités informatiques | 8 | 9 |
| 4 | Recherche et développement | - | - |
| 7 | Services fournis principalement aux entreprises | 65 | 77 |
| - | Administration publique | 3 | 2 |
| 1 | Education | 5 | 5 |
| - | Santé et action sociale | 9 | 10 |
| 6 | Assainissement, voirie et gestion des déchets | 9 | 10 |
| - | Activités récréatives, culturelles et sportives | 21 | 24 |
| - | Services personnels | 27 | 25 |
| 2 | Services domestiques | 9 | 10 |
| - | Activités extraterritoriales | 1 | 1 |
| 3 | Divers commerces | 8 | 6 |
| - | Autres Activités | 21 | 17 |
| | TOTAL | 1.013 | 1.040 |

Pour certaines branches, le nombre d'entreprises indiqué ne prévoit que les noms des diverses chaînes ou des divers groupes et non pas la quantification de leurs établissements dispersés où des visites ont cependant été effectuées.



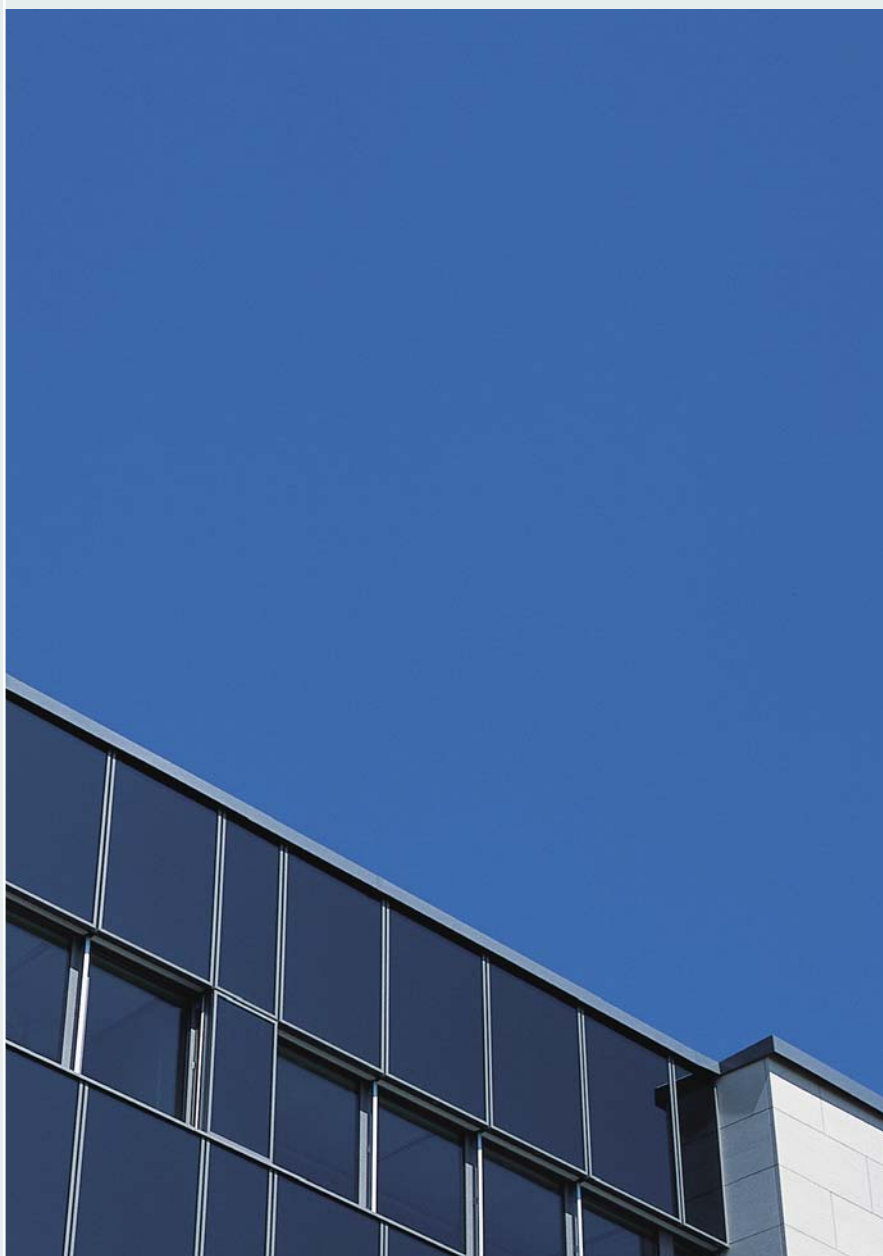
Interventions à la suite d'une réclamation

De nombreuses réclamations écrites et verbales adressées à l'Inspection du Travail et des Mines pendant la période considérée ont donné lieu aux interventions relevées dans le tableau ci-après:

| Objets des réclamations | Nombre de plaintes adressées |
|------------------------------------------|------------------------------|
| Enquêtes d'accidents | 373 |
| Salaires | 446 |
| Hygiène et sécurité dans les entreprises | 143 |
| Durée du travail, heures supplémentaires | 149 |
| Délégations du personnel | 34 |
| Congé | 153 |
| Repos hebdomadaire | 33 |
| Congédiement et préavis de licenciement | 144 |
| Travail des femmes et des enfants | 8 |
| Jours fériés légaux | 24 |
| Congé parental | - |
| Harcèlement | 24 |
| Divers | 278 |

Aucune plainte n'a été adressée à l'ITM de la part des délégué(e)s à l'égalité. Les chiffres mentionnés ne tiennent pas compte des réclamations traitées et des informations données aux bureaux des réclamations des différentes agences lors des permanences des contrôleurs.

05

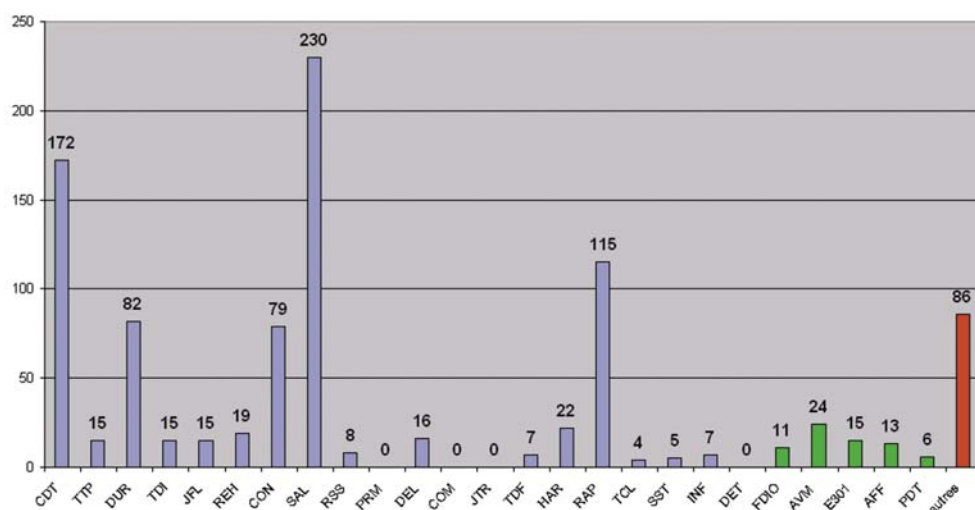


3.2.2. Agence Diekirch

3.2.2.1 Répartition selon DDT

En 2005, l'agence Diekirch a effectué ses principaux contrôles relatifs au droit du travail sur les salaires, les résiliations et préavis, l'information, les contrats de travail, la durée de travail et les congés payés.

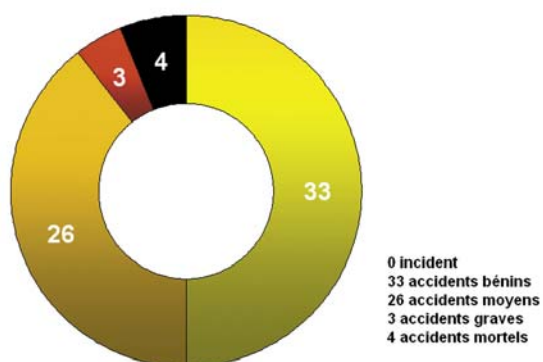
REPARTITION DDT - AEA



3.2.2.2 Répartition selon ADT

La majorité des contrôles relatifs aux accidents du travail de l'agence Diekirch concerne des accidents bénins et moyens.

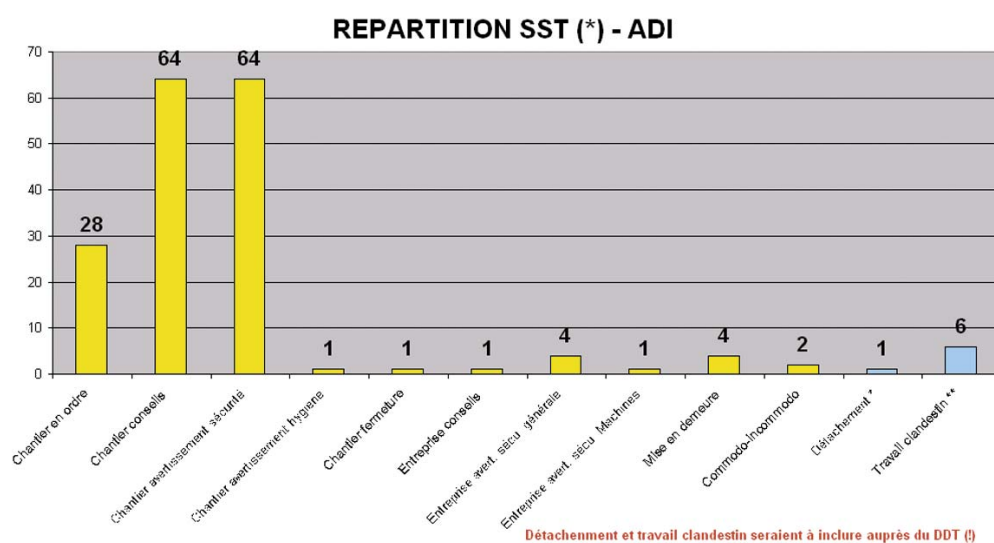
REPARTITION DES ACCIDENTS - ADI





3.2.2.3 Répartition selon SST

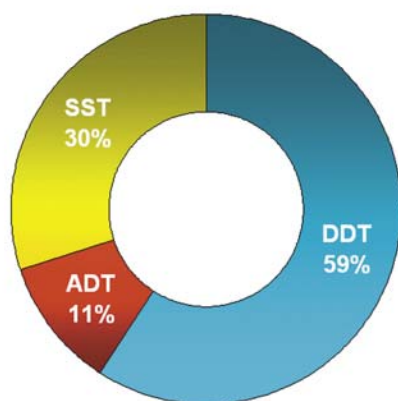
Les activités propres à la sécurité et la santé au travail se sont concentrées sur les conseils et l'investissement pour la sécurité, puis l'ordre dans les chantiers.



3.2.2.4 Répartition selon DDT / ADT / SST

L'agence Diekirch a consacré 59% des ses activités au droit du travail, 30% à la sécurité et la santé au travail et 11% aux accidents du travail.

REPARTITION SELON DDT/ADT/SST - ADI

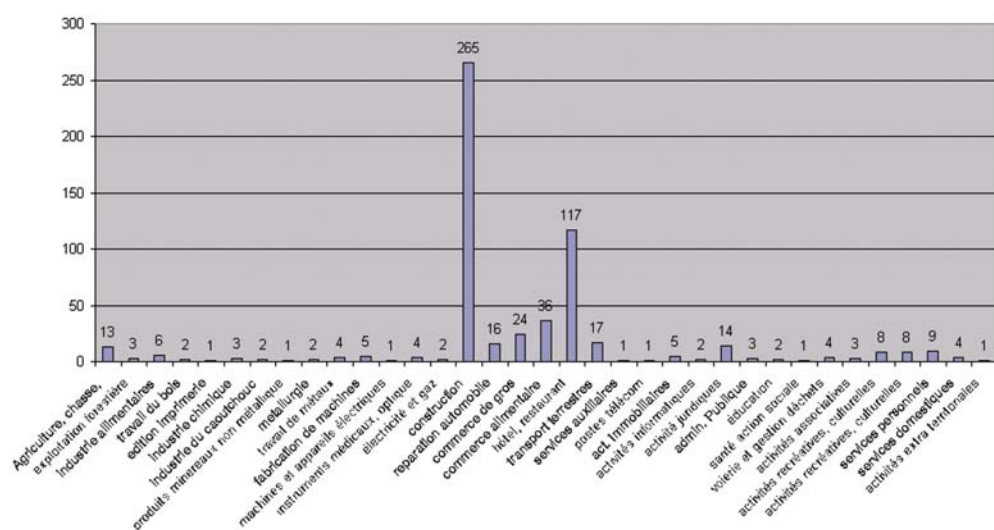




3.2.2.5 Répartition par secteur

Le secteur le plus couvert par les activités de Diekirch est la construction, puis, par ordre décroissant, l'horeca, le commerce alimentaire, le commerce de gros, les transports terrestres, la réparation automobile et les activités juridiques

REPARTITION PAR SECTEUR - ADI

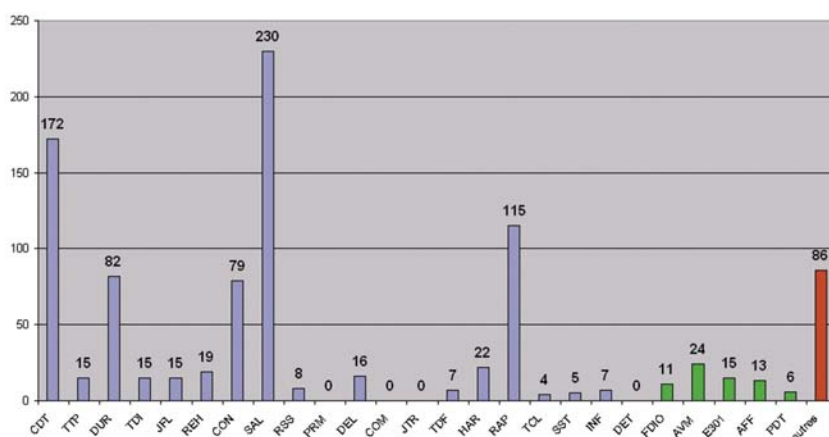


3.2.3 L'agence Esch/Alzette

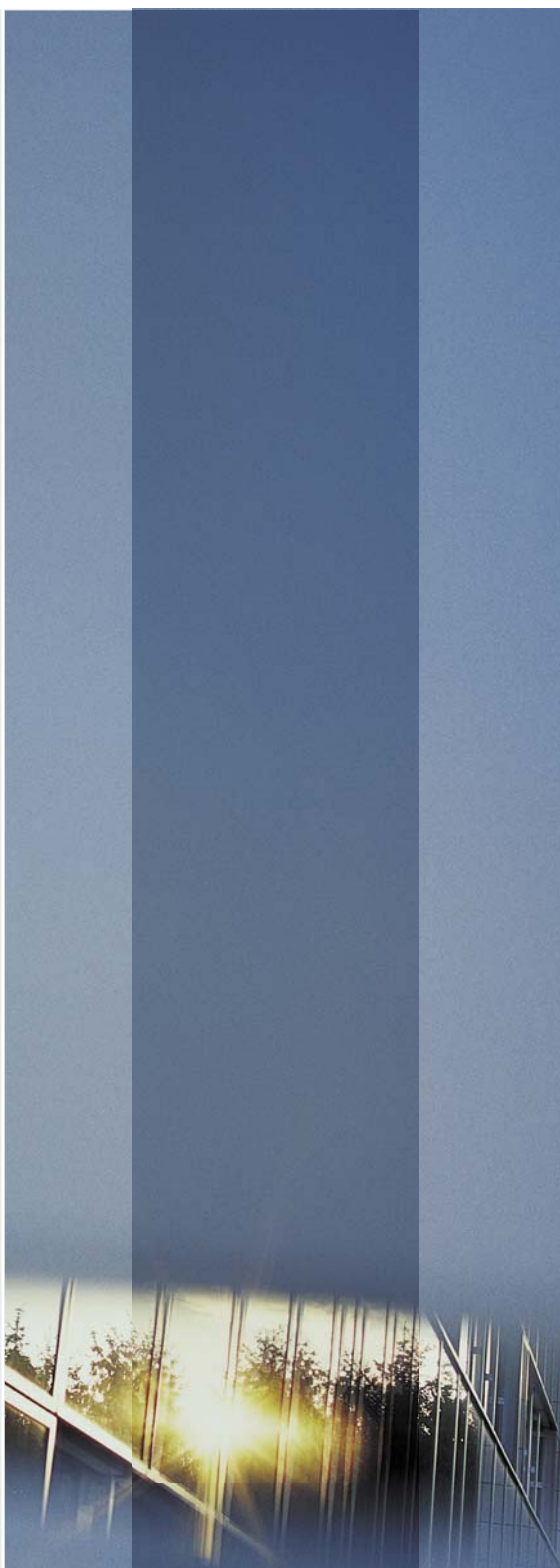
3.2.3.1 Répartition selon DDT

En 2005, l'agence Esch/Alzette a effectué ses principaux contrôles relatifs au droit du travail sur les salaires, les contrats de travail, les résiliations et préavis, la durée de travail et les congés payés.

REPARTITION DDT - AEA



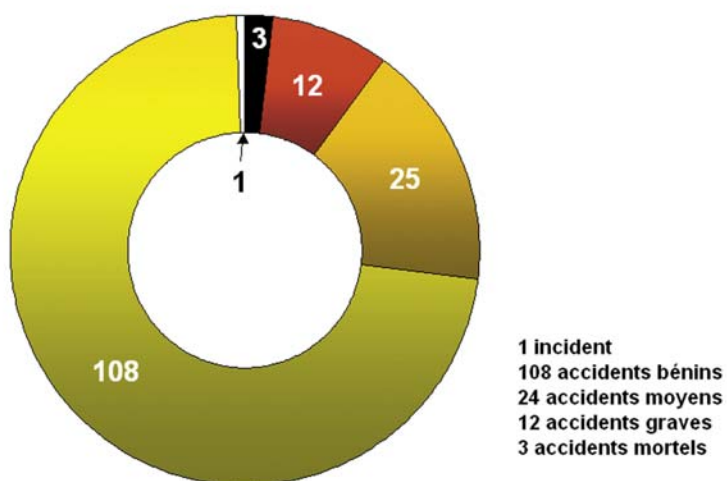
05



3.2.3.2 Répartition selon ADT

La majorité des contrôles relatifs aux accidents du travail de l'agence Esch/Alzette concerne des accidents bénins.

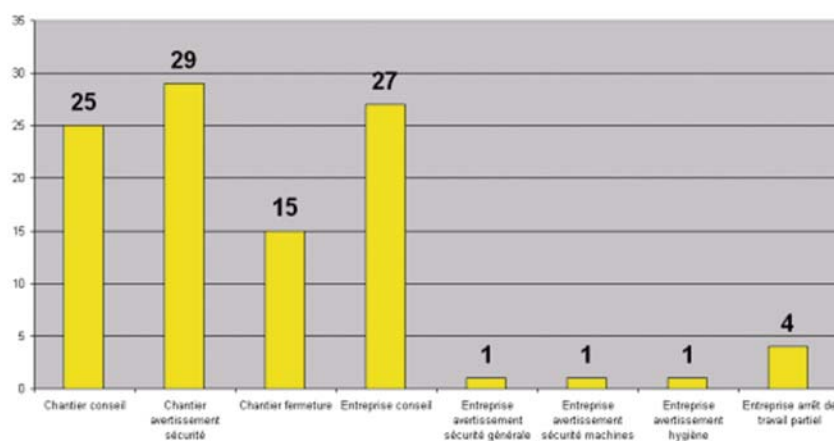
REPARTITION DES ACCIDENTS - AEA



3.2.3.3 Répartition selon SST

Les activités propres à la sécurité et la santé au travail se sont concentrées sur les avertissements sécuritaires, les conseils dans les entreprises et chantiers et sur la fermeture de chantiers contrevenants.

REPARTITION SST - AEA

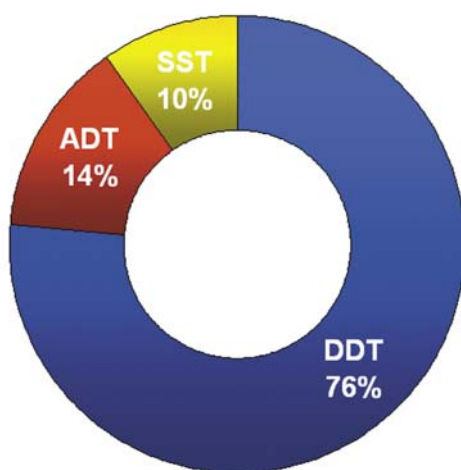




3.2.3.4 Répartition selon DDT / ADT / SST

L'agence Esch/Alzette a consacré 76% des ses activités au droit du travail, 14% aux accidents du travail et 10% à la sécurité et la santé au travail.

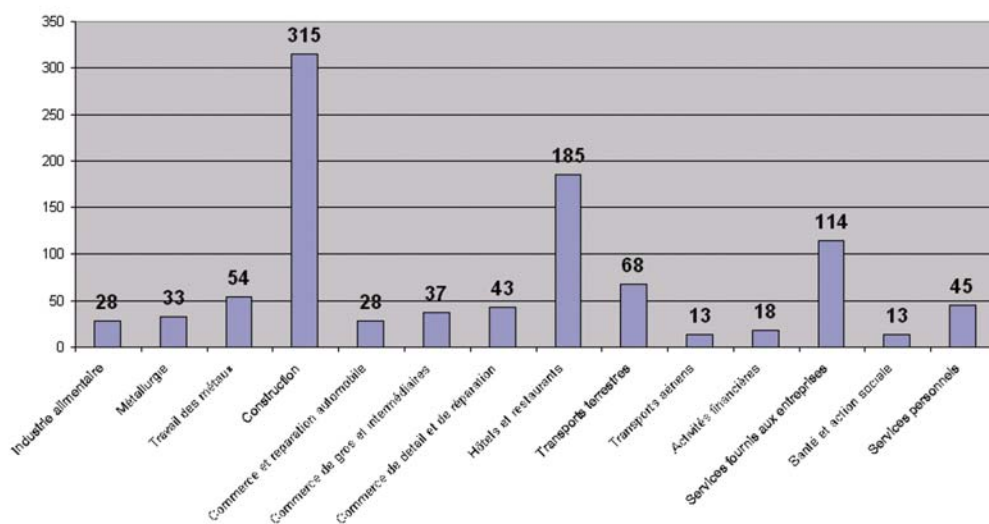
REPARTITION DDT/ADT/SST - AEA



3.2.3.5 Répartition par secteur

Le secteur le plus couvert par les activités de Esch/Alzette est la construction, puis, par ordre décroissant, l'horeca, les services fournis aux entreprises, les transports terrestres et le travail des métaux.

REPARTITION PAR SECTEUR - AEA





3.3 DÉVELOPPEMENT DE LA LÉGISLATION ET DE LA RÉGLEMENTATION

3.3.1 Textes législatifs

Au cours de l'année 2005, l'ITM s'est attelée à la rédaction et à l'amendement de divers textes législatifs de son domaine de compétence. Les textes concernés sont relatifs notamment à la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil, la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses, la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses, la détermination des risques et la classification des préparations dangereuses, les fiches de données de sécurité comportant des informations relatives aux substances et préparations dangereuses et la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

Plusieurs projets de règlements grand-ducaux ont été soumis au Ministère du Travail et de l'Emploi concernant notamment les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations, bruit), la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances dangereuses (nickel-piercing) et la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil.

Voici la liste des nouvelles lois et règlements grand-ducaux promulgués en 2005:

- Loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;
- Règlement grand-ducal du 23 septembre 2005 relatif à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;
- Règlement grand-ducal du 23 septembre 2005 relatif à la détermination des risques et à la classification des préparations dangereuses;
- Règlement grand-ducal du 23 septembre 2005 concernant les fiches de données de sécurité comportant des informations relatives aux substances et préparations dangereuses;
- Règlement grand-ducal du 7 octobre 2005 portant dix-septième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances dangereuses;
- Règlement grand-ducal du 7 octobre 2005 portant dix-huitième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances dangereuses;
- Règlement grand-ducal du 24 novembre 2005 relatif à la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil;

- Règlement grand-ducal du 29 novembre 2005 portant vingtième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances dangereuses;
- Règlement grand-ducal du 29 novembre 2005 portant dix-neuvième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances dangereuses;
- Règlement grand-ducal du 23 décembre 2005 modifiant le règlement grand-ducal du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.

3.3.2 Publication de nouvelles conditions types

En 2005, l'ITM a travaillé à élaboration ou à amélioration de nouvelles conditions types. Au total, 15 nouveaux textes ont été mis en application. Les textes des conditions types sont disponibles sur le site internet de l'ITM.

ITM-CL 24.12:

Appareils sous pression contenant de l'air comprimé ou des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous;

ITM-CL 29.7:

Chantiers de construction et de démolition

05



ITM-CL 91.2:

Monte-charge industriels;

ITM-ET 102.3:

Centres de collecte sélective de déchets ménagers, encombrants ou assimilés;

ITM-CL 187.2:

Biogasanlagen;

ITM-CL 227.4:

Appareils sous pression fixes dans lesquels est emmagasiné de l'oxygène liquéfié;

ITM-CL 272.3:

Appareils sous pression fixes dans lesquels est emmagasiné du gaz inerte liquéfié;

ITM-CL 309.2:

Installations à fluide thermique sous pression;

ITM-CL 318.1:

Tuyauteries industrielles métalliques destinées au transport de fluides à l'intérieur d'un site industriel (Tuyauteries d'usine);

ITM-CL 324.3:

Appareils sous pression contenant de l'air comprimé ou des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous;

ITM-CL 355.3:

Appareils sous pression fixes dans lesquels est emmagasiné de l'hydrogène gazeux;

ITM-CL 569.1:

Prescriptions de sécurité incendie - Dispositions spécifiques - Hôtels et autres établissements d'hébergement;

ITM-CL 596.1:

Prescriptions de sécurité incendie - Dispositions spécifiques - Etablissements de soins - Etablissements pour personnes âgées;

ITM-CL 634.1:

Vorschriften zur betrieblichen Sicherheit mikrobiologischer Labore in Einrichtungen des Gesundheitswesens;

ITM-CL 636.1:

Vorschriften zur betrieblichen Sicherheit von Dialysestationen in Einrichtungen des Gesundheitswesens.

3.4 ACTIVITÉS DE LA DIVISION "PROCÉDÉS CHIMIQUES ET SUBSTANCES DANGEREUSES"

Les activités de la division "Procédés chimiques et substances dangereuses" s'étendent sur plusieurs domaines d'activités:

3.4.1 Contrôle de l'application de la législation

Ce contrôle concerne:

- la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents chimiques et biologiques sur le lieu de travail
- la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérogènes, mutagènes ou teratogènes sur le lieu de travail
- la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à l'amiante sur le lieu de travail
- la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses
- la classification, de l'emballage et de l'étiquetage des préparations dangereuses

3.4.2 Préparation de projets de textes réglementaires

3.4.2.1 Nouvelle législation publiée en 2005

En 2005, une nouvelle loi concernant l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses a été publiée ainsi que sept règlements grand-ducaux afférents (cfr 3.3.1).

3.4.2.2 Adaptation au progrès technique des conditions d'exploitation types :

ITM-ET 102.3 (2.02.05) Centres de collecte sélective de déchets ménagers, encombrants ou assimilés

3.4.3 Autres activités

La division "Procédés chimiques et substances dangereuses" joue aussi un rôle dans:

- la participation comme formateur au cours de formation professionnelle continue dans le secteur de l'amiante (INAP) et de la sécurité et santé dans les centres de collecte de déchets (CNFPC) :
- le développement d'un logiciel de gestion interne des entreprises à risque chimique ou biologique dont une version d'évaluation pourra être installée en 2006;
- la division "Procédés chimiques et substances dangereuses" a collaboré avec le service des établissements classés pour les activités suivantes:
 - Dossiers de demande commodo/incommodo :
39 nouveaux dossiers reçus
42 dossiers finalisés



- Rédaction d'un avant-projet de règlement grand-ducal concernant les chantiers d'assainissement d'amiante (commodo classe 4) ainsi que d'un avant-projet de règlement grand-ducal concernant les installations de compostage (commodo classe 4)
- Prise en charge du stage d'un ingénieur-technicien affecté au SEC. Assistance et conseils dans 14 dossiers commodo.
- Assistance et conseils dans 31 dossiers amiante
- plusieurs contrôles approfondis d'un établissement effectués avec l'Agence d'Esch-sur-Alzette. Par ailleurs, 6 conseils ont été demandés par des agences ;
- la participation à des réunions d'experts, à savoir la Commission d'agrément des produits phytopharmaceutiques et le SLIC groupe de travail "Campagne européenne Amiante" pour lequel elle élabore un projet de questionnaire en collaboration avec les représentants de la France et de la Belgique;

- la mise en place et la supervision des procédures internes de collecte de déchets conformément aux critères du système "Superdreckskescht" au siège de l'ITM à Strassen en vue d'obtenir le label de qualité "Superdreckskescht" en avril 2005.

3.4.4 Personnel

La division "Préparations dangereuses et procédés chimiques" se compose d'un ingénieur chimiste et d'un ingénieur - technicien chimiste.

3.5 ACTIVITÉS DE LA DIVISION "MÉCANIQUE ET ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL"

Les activités de la division "Mécanique et équipements de travail" s'étendent sur plusieurs domaines d'activités qui sont résumés comme suit:

- conseil et contrôle de sécurité de grandes entreprises et entreprises complexes;
- contrôle et suivi de la mise sur le marché de produits tels que les ma-

- chines, équipements de travail, ascenseurs, appareils sous pression, jouets;
- contact avec les institutions européennes;
- préparation et développement de prescriptions et nouvelles législations;
- préparation d'autorisations d'exploitation de nouvelles techniques et de grandes entreprises dans le cadre de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Le service s'occupe également de la sécurité générale, du contact avec les organismes de contrôle agréés, du contact avec les travailleurs désignés dans le cadre de la loi modifiée du 17 juin 1994, de l'analyse d'accidents graves et du suivi des nouvelles technologies.

Pendant la première moitié de l'année 2005, les activités de la division ont fortement été dominées par des activités dans le cadre de la présidence du Grand-Duché de Luxembourg du Conseil de l'Union européenne.

3.5.1 Nombre d'affaires traitées en 2005

| Domaine d'activité | Nombre d'affaires traitées | Nombre de lettres | Remarques |
|---------------------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------------------------|
| machines/ascenseurs | 51 | 94 | surveillance du marché / réceptions / contrôles |
| pression | 18 | 18 | surveillance du marché / réceptions / contrôles |
| Entreprises | | 10 | 80 visites d'entreprises |
| blocage de jouets | 7 | 24 | 1 clause de sauvegarde dans le cadre de la directive 88/378/CEE |
| communication avec la Commission Européenne | 5 journées de réunions internationales à Bruxelles | 5 | dans le cadre de la surveillance du marché |
| avertissements levage | 50 | 50 | Sur base des certificats de contrôle des organismes |
| avertissements ascenseurs | 56 | 56 | Sur base des certificats de contrôle des organismes |
| avertissements pression | 15 | 15 | 1 mise en demeure |
| Autorisations des établissements classés | 41 | | Sur base des certificats de contrôle des organismes |
| TOTAL : | 238 | 272 | |

05



3.5.2 Formation et stages du personnel de la division

| | Nombre de jours |
|---------------------|-----------------|
| Formation INAP | 27 |
| Formation (autres) | 2 |
| Stages internes | 30 |
| Stages d'entreprise | 33 |
| | 278 |

3.5.3 Préparation et développement de prescriptions types

ITM-CL 24.12 :

Appareils sous pression contenant de l'air comprimé ou des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous

ITM-CL 227.4:

Appareils sous pression fixes dans lesquels est emmagasiné de l'oxygène liquéfié.

ITM-CL 272.3:

Appareils sous pression fixes dans lesquels est emmagasiné du gaz inerte liquéfié

ITM-CL 309.2:

Installations à fluide thermique sous pression

ITM-CL 318.1:

Tuyauteries industrielles métalliques destinées au transport de fluides à l'intérieur d'un site industriel (Tuyauteries d'usine)

ITM-CL 324.3:

Appareils sous pression fixes contenant de l'air comprimé ou des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous avec marquage « CE »

ITM-CL 355.3:

Appareils sous pression fixes dans lesquels est emmagasiné de l'hydrogène gazeux conçus d'après les exigences de la directive 97/23/CE

3.5.4 Projets de règlements grand-ducaux soumis au Ministère du Travail et de l'Emploi

→ Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (vibrations)

→ Projet de règlement grand-ducal concernant les prescriptions minimales de sécurité et de santé relatives à l'exposition des travailleurs aux risques dus aux agents physiques (bruit).

3.6 ACTIVITÉS DU SERVICE DES ÉTABLISSEMENTS CLASSÉS

3.6.1 Traitement des autorisations d'exploitation

En 2005, le Service des établissements classés de l'ITM s'est chargé d'examiner 2.277 demandes d'autorisation d'exploitation.

Pour la plupart des nouveaux projets d'une certaine envergure (projets de la classe 1 et partiellement de la classe 3),

le service examine avec le bureau d'architecte, le bureau d'études ou le maître d'ouvrage la conformité des plans par rapport aux prescriptions de sécurité de l'ITM et de la procédure à suivre. Ces entrevues ont pour objectif principal la prévention et permettent aux demandeurs d'adapter éventuellement leur projet aux prescriptions afin d'établir correctement le dossier de commodo-incommodo. Les dossiers ainsi introduits sont traités avec plus de rapidité.

Le Service des établissements classés est également actif dans le cadre de la mise en conformité des établissements existants (lors de la construction d'extension par exemple). L'examen de la situation est effectué par un expert du service qui, le cas échéant et selon la complexité du dossier, peut charger un organisme agréé afin d'effectuer un examen complémentaire en vue de contrôler les mesures de sécurité relatives à la protection incendie, aux installations électriques, etc.. La recherche de solutions s'effectue en concertation avec les différentes parties en présence (ITM, exploitant, organisme agréé,...).



3.6.2 Dossiers de demande d'autorisation d'exploitation introduits en 2005 selon la loi modifiée relative aux établissements classés

2.277 dossiers de demande d'autorisation d'exploitation pour les classes 1, 3 et 3A ont été introduits à l'Inspection du travail et des mines au courant de l'année 2005.

| Année | Classe 1 | Classe 3 | Classe 3A | Article 31 | Total |
|-----------------------|------------|------------|--------------|------------|--------------|
| 1999 (01/08-31/12) | 208 | 51 | 316 | 7 | 582 |
| 2000 | 512 | 409 | 775 | | 2.077 |
| 2001 | 596 | 196 | 776 | | 1.568 |
| 2002 | 600 | 280 | 1.342 | | 2.222 |
| 2003 | 614 | 295 | 1.295 | | 2.204 |
| 2004 | 535 | 381 | 1.501 | | 2.417 |
| 2005 | 559 | 394 | 1.324 | | 2.277 |

3.6.3 Autorisations notifiées en 2005 selon la loi modifiée relative aux établissements classés

2.342 autorisations d'exploitation ont été notifiées aux demandeurs/exploitants au courant de l'année 2005.dont :

| Classe 1 | Classe 3 | Classe 3A | Total |
|----------|----------|-----------|--------------|
| 455 | 282 | 1605 | 2.342 |

3.6.4 Réunions - visites - formations

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| Réunions dans le cadre du traitement de dossiers de demande d'autorisation | 1.152 |
| Visites de chantiers | 43 |
| Réunions internes du Service des Etablissements classés | 15 |
| Réunions de la Division Sécurité et Santé | 5 |
| Réunions dans le cadre de l'élaboration de nouveaux textes de conditions d'exploitation | 30 |
| Réunions de coordination avec l'Administration de l'Environnement | 5 |
| Réunions de coordination avec les organismes de contrôles | 5 |
| Cours de formations : INAP | 9 |
| Police Grand-ducale | 1 |
| Chambre de Commerce | 1 |
| Participation à différents cours de formations (INAP / stages) | 35 |



3.6.5 Nouveaux textes de conditions d'exploitation publiés en 2005

13 nouveaux textes ont été mis en application (voir 3.3.2.)

3.7 ACTIVITÉS LIÉES À LA LOI SUR LE DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS

3.7.1 Le volet national de l'application de la législation

3.7.1.1 Activités administratives et opérationnelles

Le Service Détachement est un service public d'intérêt social général à personnel multidisciplinaire, ayant contrôlé en 2005 un total d'entreprises détachantes opérant plus ou moins régulièrement au Grand-Duché, de 3128 unités juridiquement distinctes, dans l'ensemble des secteurs économiques et sous l'intégralité des volets juridiques ou administratifs, imposés par nos législations sociales, le droit du travail et les standards sécuritaires, sanitaires et connexes, territorialement applicables.

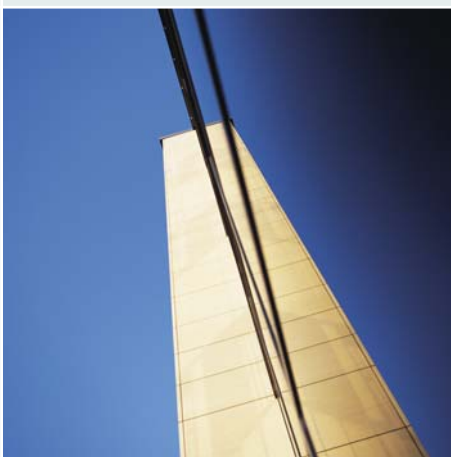
Le Service Détachement assume simultanément une tâche de gestionnaire administratif et de cellule opérationnelle sur le terrain économique. Dans son rôle d'entité administrative, il est résolument tourné vers la convivialité de l'accueil et du guidage des prestataires de services étrangers, par le biais d'un site Internet spécialisé, d'une "helpline" et d'une "hotline".

Des patrouilles de 3-4 agents, opérant plusieurs fois par semaine, en coopé-

ration notamment avec d'autres services centraux ou régionaux de l'ITM, les brigades motorisées des Douanes ou les Services régionaux de la police spéciale, garantissent une certaine couverture territoriale des inspections. Le Service Détachement assume une fonction motrice et organisatrice dans le cadre de la "Cellule inter-administrative de lutte contre le travail illégal" (CIALTI), capable de mobiliser, au besoin, plus de 200 agents de contrôle, issus de 6 à 8 ministères, administrations ou établissements publics, a pratiqué nombre "d'actions coup de poing" sur des chantiers aux quatre coins du pays.



05



En 2005, 21 actions majeures et approximativement 210 actions de taille moyenne ont conduit à 7 fermetures prophylactiques de sites en construction.

Les entreprises étrangères contrôlées en 2005

| Pays | Nombre d'entreprise |
|-----------|---------------------|
| Allemagne | 2049 |
| Belgique | 613 |
| France | 317 |
| Pays-Bas | 42 |
| Autres | 107 |
| Total | 3128 |

3.7.1.2 Personnes de contact et documents légaux

Conformément à l'article 8 de la loi, 1068 "mandataires ad hoc", ont été choisis par les entreprises détachantes durant l'exercice en cours.

Une trentaine de ces "relais temporaires" ont été convoqués ou sollicités par le Service Détachement, pour contrôle approfondi des documents légalement et administrativement requis, dont l'accessibilité doit être garantie.

Les instruments aptes à porter à la connaissance du Service Détachement la présence sur le territoire national d'entreprises détachantes sont constitués d'une part par la "Déclaration de détachement" et de l'autre, concernant une partie du secteur de la construction, (en l'occurrence les chantiers d'une certaine importance), par l'"Avis préalable".

En 2005, approximativement 3600 courriels et 7500 fax ont été traités par le Service Détachement, sans compter les courriers par envoi recommandé ou par voie postale.

L'Avis préalable est un outil de détection

d'éventuels sous-traitants occultes et partant illégaux, susceptibles de mettre gravement et de manière imminente en danger des travailleurs d'entreprises coactives sur le site, par ailleurs en situation de conformité. Une contribution à l'effort de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles est ainsi assumée par le Service Détachement, gestionnaire des 1580 avis préalables (820 en 2004).

3.7.1.3 Les procédures coercitives exécutées en matière de détachement

Lorsque, conformément aux termes de l'article 7, les documents exigibles n'ont pas été rendus accessibles au Service Détachement, antérieurement au commencement des travaux détachés, la sanction administrative consiste en la délivrance d'une "ordonnance de cessation de travail", assortie de l'exécution provisoire, comme en matière de référé.

Aucune amende administrative ou sanction pénale (tel que c'est pourtant le cas dans d'autres Etats-membres de l'UE), n'accompagne cette mesure, d'impact dès lors foncièrement économique. 102 ordonnances de cessation de travail ont

été délivrées en 2005, dont 41 francophones et 61 germanophones.

Aucune de ces procédures n'a fait l'objet d'un recours gracieux, voire devant les juridictions de l'ordre administratif.

3.7.2 Le volet international de l'application de la législation

Conformément à l'article 6 de la loi sur le détachement, l'ITM a, en qualité de "Bureau de liaison", également vocation d'assurer la coopération internationale avec des administrations publiques homologues des Etats membres. Cette synergie fonctionnelle, visant la réalisation de l'objectif commun du contrôle et du combat du travail illégal, au même titre que la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, trouve son expression, d'une part, dans un travail logistique de fond, d'échange, voire de mise en commun de données personnelles et, de l'autre, dans la réalisation d'actions concrètes sur le terrain, notamment dans les secteurs de la construction, de l'industrie et de l'"Horeca".



3.7.2.1 Développement d'un réseau d'échange d'informations entre Etats membres

Les demandes d'informations motivées émanant d'autres bureaux de liaison, relativement aux détachements transfrontaliers de travailleurs au sein de l'U.E., y inclus des activités présumées illégales ou susceptibles de mettre en péril la sécurité et la santé des travailleurs, sont formulées à titre réciproque et gratuit. En 2005, seules 2 demandes officielles de ce type ont été soumises au bureau de liaison luxembourgeois et finalisées. Cependant, le besoin de répondre de façon plus informelle, mais quasi instantanée, par tous moyens de télécommunication modernes à disposition des autorités, s'est de plus en plus concrétisé, notamment dans le chef des Etats voisins, eu égard à la nature par essence éphémère et aléatoire des détachements transrégionaux. Avec comme objectif de combattre efficacement les nombreuses variantes, sans cesse plus ingénieuses,

de travail illégal et de contribuer concrètement à une mission de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des travailleurs migrants, au niveau de la Grande Région, constituée par des Etats fondateurs de la "Vieille Europe", l'exercice en cours a été marqué par une série de rencontres de haut niveau, à Luxembourg, Bruxelles, Namur, Cologne, visant la conclusion d'accords de coopération bi-, voire multilatéraux.

Les administrations de la "CIALTI" ont participé en majeure partie à ces réunions de service.

3.7.2.2 Mise en œuvre pratique de la coopération internationale au niveau opérationnel

Le bureau de liaison est également activement représenté au sein d'un second Groupe de travail "Cross border enforcement" (mise en œuvre transfrontalière) de la dite Direction Générale

dans le domaine de la sécurité et santé des travailleurs et de l'hygiène, piloté par le Comité des hauts responsables des Inspections du travail des 25 Etats membres, qui siège semestriellement au Luxembourg.



4. ANNEXES

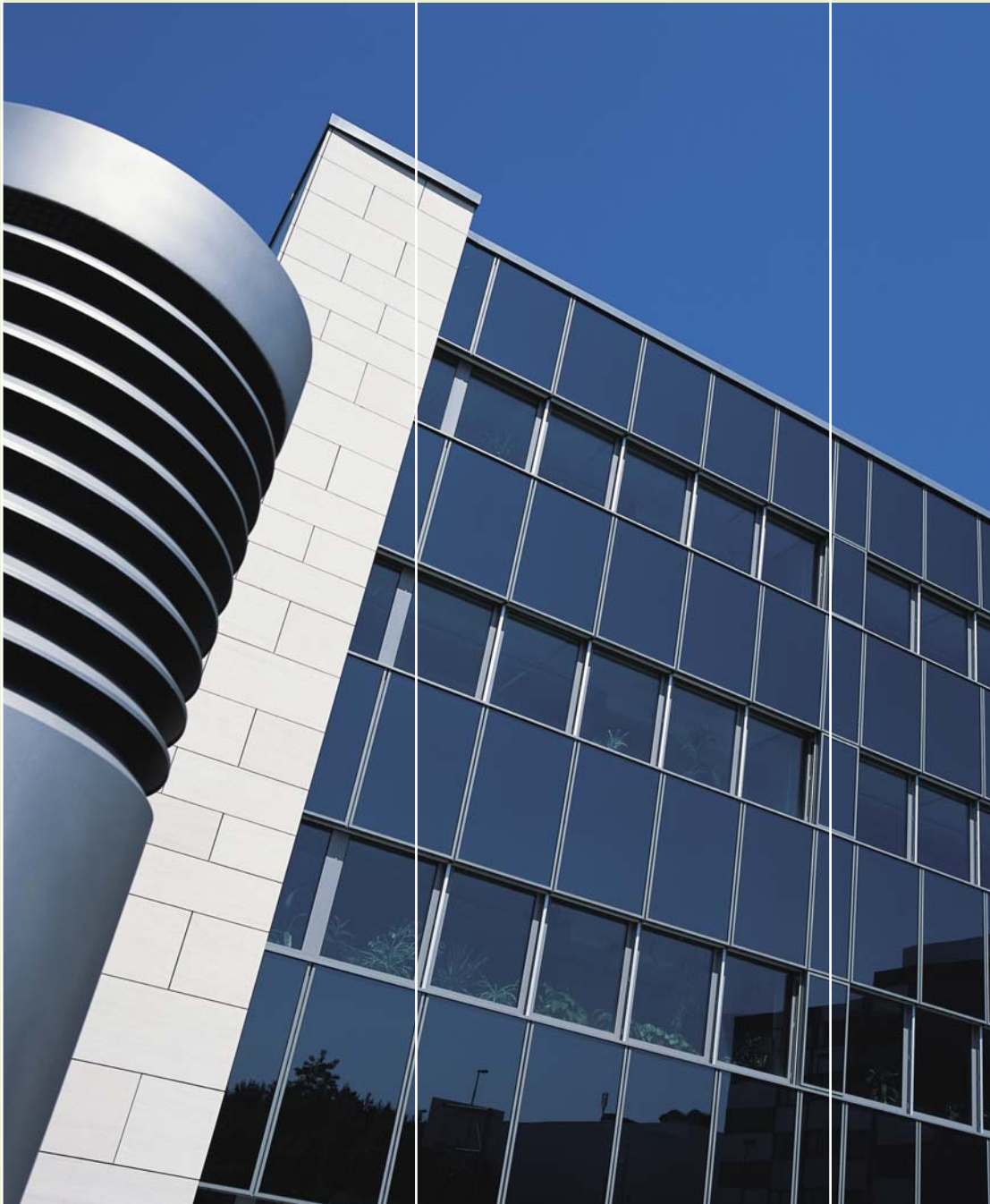
ANNEXE A :

Directives CEE relatives à la sécurité et à la santé des travailleurs transposées en droit luxembourgeois en 2005

- Loi du 3 août 2005 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses, publiée au MEMORIAL A le 6 août 2005;
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/1460609/2005A2556A.html>
- Règlement grand-ducal du 23 septembre 2005 relatif à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses;
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/1711710/2005A2875A.html>
- Règlement grand-ducal du 23 septembre 2005 relatif à la détermination des risques et à la classification des préparations dangereuses;
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/1711710/2005A2871A.html>
- Règlement grand-ducal du 23 septembre 2005 concernant les fiches de données de sécurité comportant des informations relatives aux substances et préparations dangereuses publiés au MEMORIAL A le 17 octobre 2005;
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/1711710/2005A2870A.html>
- Règlement grand-ducal du 7 octobre 2005 portant dix-septième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances dangereuses;
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/1721910/2005A2881A.html>
- Règlement grand-ducal du 7 octobre 2005 portant dix-huitième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances dangereuses;
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/1721910/2005A2883A.html>
- Règlement grand-ducal du 24 novembre 2005 relatif à la mise sur le marché et le contrôle des explosifs à usage civil;
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/1873011/2005A2992A.html>
- Règlement grand-ducal du 29 novembre 2005 portant dix-neuvième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances dangereuses;
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/2011412/2005A3241A.html>
- Règlement grand-ducal du 29 novembre 2005 portant vingtième modification de l'annexe 1 de la loi modifiée du 11 mars 1981 portant réglementation de la mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances dangereuses;
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2005/2011412/2005A3245A.html>
- Règlement grand-ducal du 23 décembre 2005 modifiant le règlement grand-ducal du 17 juillet 2000 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses.
<http://www.legilux.public.lu/leg/a/archives/2006/0271702/2006A0578A.html>

ANNEXE B:**Conditions types mises en vigueur ou modifiées en 2005**

- ITM-CL 24.12: Appareils sous pression contenant de l'air comprimé ou des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl24-12.pdf
- ITM-CL 29.7: Chantiers de construction et de démolition;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl29-7.pdf
- ITM-CL 91.2: Monte-charge industriels;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl91-2.pdf
- ITM-CL 187.2: Biogasanlagen;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl187-2.pdf
- ITM-CL 227.4: Appareils sous pression fixes dans lesquels est emmagasiné de l'oxygène liquéfié;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl227-4.pdf
- ITM-CL 272.3: Appareils sous pression fixes dans lesquels est emmagasiné du gaz inerte liquéfié;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl272-3.pdf
- ITM-CL 309.2: Installations à fluide thermique sous pression;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl309-2.pdf
- ITM-CL 318.1: Tuyauteries métalliques destinées au transport de fluides à l'intérieur d'une entreprise
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl318-2.pdf
- ITM-CL 324.3: Appareils sous pression contenant de l'air comprimé ou des gaz liquéfiés, comprimés ou dissous;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl324-3.pdf
- ITM-CL 355.3: Appareils sous pression fixes dans lesquels est emmagasiné de l'hydrogène gazeux;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl355-3.pdf
- ITM-CL 569.1: Prescriptions de sécurité incendie - Dispositions spécifiques - Hôtels et autres établissements d'hébergement;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl569-1.pdf
- ITM-CL 596.1: Prescriptions de sécurité incendie - Dispositions spécifiques -Etablissements de soins - Etablissements pour personnes âgées;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl596-1.pdf
- ITM-CL 634.1: Vorschriften zur betrieblichen Sicherheit mikrobiologischer Labore in Einrichtungen des Gesundheitswesens;
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl634-1.pdf
- ITM-CL 636.1: Vorschriften zur betrieblichen Sicherheit von Dialysestationen in Einrichtungen des Gesundheitswesens.
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/cl636-1.pdf
- ITM-ET 102.3: Centres de collecte sélective de déchets ménagers, encombrants ou assimilés Prescriptions de sécurité types
http://www.itm.public.lu/sec_sante/cond_type/pdf/et102-3.pdf





Inspection du travail et des mines
B.P. 27
L-2010 Luxembourg
Tél. +352 478 61 45
Fax +352 49 14 47
www.itm.public.lu